

COMMUNICATION FINANCIERE

COMPTES CONSOLIDÉS
30 JUIN 2021

COMPTES SOCIAUX
30 JUIN 2021

Tour Mamounia, Place Moulay
El Hassan, Rabat - Maroc
Tél. : 05 37 66 52 52
Fax : 05 37 66 52 00
comfin@cdgcapital.ma
www.cdgcapital.ma

Le Conseil d'Administration de CDG Capital s'est réuni le 22 septembre 2021, sous la présidence de Monsieur Abdellatif Zaghoun, pour examiner l'activité et arrêter les comptes au 30 juin 2021.

INDICATEURS CLÉS DU 1^{ER} SEMESTRE 2021

A fin juin 2021, le **produit net bancaire consolidé** ressort à **MAD 145 millions** contre MAD 245 millions au S1-2020 et MAD 144 millions au S1-2019. Il est à noter que le niveau exceptionnel de PNB atteint au S1-2020 fait suite à la constatation de revenus non-récurrents au titre des activités de marché dans un contexte de baisse des taux obligataires.

Les **charges générales d'exploitation**, dotations aux amortissements comprises, progressent de **7,1% à MAD 102 millions**, et le **coût du risque** est négatif de **MAD 4 millions** à fin juin 2021, marquant ainsi une baisse de MAD 13,7 millions comparativement au S1 de l'exercice précédent.

Dans ce contexte, le **Résultat Net Part du Groupe** s'établit à **MAD 31 millions** à fin juin 2021, stable par rapport au S1-2019, contre MAD 89 millions au 1^{er} semestre de l'exercice précédent.

L'encours des **actifs sous gestion** s'affiche en quasi-stagnation (**-0,8%**) s'établissant à **MAD 235 milliards**, tandis que les **actifs en conservation** se renforcent de **11,7%** pour atteindre **MAD 479 milliards** contre MAD 428 milliards à fin juin 2020.

Au niveau des comptes individuels, CDG Capital affiche un **PNB** de **MAD 129 millions** contre MAD 233 millions au S1-2020 et MAD 124 millions au S1-2019.

Les charges générales d'exploitation enregistrent une progression maîtrisée de **9,2% à MAD 85 millions**, sous l'effet de la hausse des amortissements inhérents aux évolutions réalisées sur les systèmes d'information de la banque.

Le **Bénéfice Net** ressort à **MAD 44 millions** à fin juin 2021 contre MAD 114 millions au S1-2020 et MAD 42 millions à fin juin 2019.

L'encours net des **créances sur la clientèle** progresse de **57%** à près de **MAD 1,2 milliards**, tirée principalement par la hausse de 120% des crédits à l'équipement à MAD 716 millions.

L'**endettement financier** de la banque, constitué majoritairement d'instruments du marché monétaire, s'établit à **MAD 7,7 milliards** à fin juin 2021, contre MAD 6,2 milliards au 31 décembre 2020.

UNE ASSISE FINANCIÈRE SOLIDE QUI SE RENFORCE

Les fonds propres prudentiels de CDG Capital se renforcent de 54% à **MAD 1 426 millions**, induisant un ratio de solvabilité de **28,7%** contre 24,1% à fin décembre 2020.

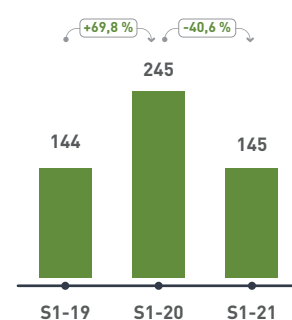
Pour sa part, le ratio de liquidité à court terme (**LCR**) ressort à **196%** en moyenne sur le 1^{er} semestre de l'année en cours.

A propos de CDG Capital

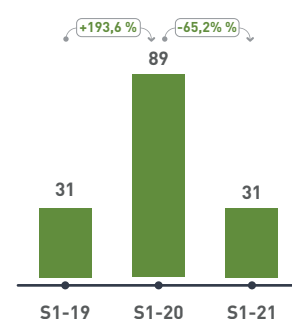
Créée en 2006, CDG Capital est une Banque de Financement et d'Investissement issue de la consolidation de l'ensemble des lignes métiers dédiées aux marchés financiers au sein du Groupe CDG. Depuis, CDG Capital a su développer une gamme d'expertises pointues, au service d'une clientèle institutionnelle et d'entreprises publiques et privées. La Banque se positionne comme un acteur majeur du secteur bancaire marocain à même :

- D'offrir des expertises affirmées en ingénierie financière, de développer une capacité de financement, d'investissement et de distribution utile aux acteurs publics et privés ;
- D'offrir des solutions d'investissement performantes et efficaces, adaptées aux attentes, aux contraintes et à l'appétence au risque de ses clients. Performantes en termes d'optimisation du couple risque / rendement et efficaces en termes d'exécution et de services ;
- De canaliser et mobiliser l'épargne nationale et d'en assurer une gestion responsable et efficace à la hauteur des enjeux de l'épargne longue ;
- De participer au développement du marché de capitaux et de son infrastructure en s'inscrivant comme un partenaire-acteur des autorités économiques et financières.

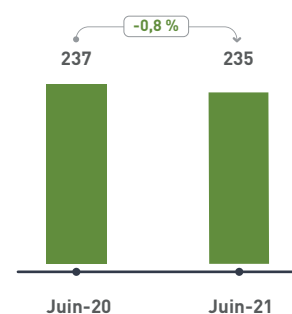
PNB Consolidé⁽¹⁾



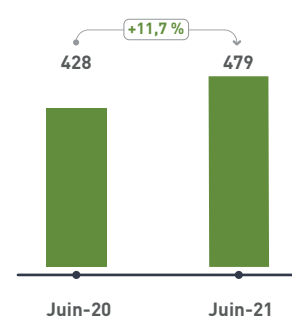
Résultat Net Consolidé⁽¹⁾



Actifs sous Gestion⁽²⁾



Actifs en Conservation⁽²⁾



(1) Montants en millions de dirhams
Pour une meilleure comparabilité, les niveaux de PNB et de Résultat Net consolidés réalisés au S1-2019 sont rappelés ici.
(2) Encours de fin de période en milliards de dirhams

NOTES AUX COMPTES CONSOLIDÉS**NOTE 1 : REFERENTIELS APPLICABLES****RÉFÉRENTIEL COMPTABLE**

Les comptes consolidés du Groupe CDG Capital sont établis conformément aux normes comptables internationales (International Financial Reporting Standards – IFRS). Le Groupe n'a pas anticipé l'application des nouvelles normes, amendements et interprétations lorsque l'application en 2021 est optionnelle.

BASES DE PRÉSENTATION

En l'absence de modèle standard préconisé par le référentiel IFRS, le format des états de synthèse utilisé est conforme au modèle des états de synthèse proposé au chapitre IV du Plan Comptable des Etablissements de Crédit (PCEC).

Les états financiers consolidés sont exprimés en milliers de dirhams, sauf mention contraire.

NOTE 2 : PRINCIPES DE CONSOLIDATION

Les comptes consolidés de CDG Capital sont établis à partir des comptes individuels de CDG Capital et de toutes les entités sur lesquelles elle exerce un contrôle exclusif, contrôle conjoint ou influence notable.

La nature du contrôle détermine la méthode de consolidation à retenir : intégration globale pour les entités contrôlées exclusivement selon la norme IFRS 10 « États financiers consolidés » et la mise en équivalence pour les entreprises associées et les coentreprises selon la norme IAS 28 « Participations dans des entreprises associées et des coentreprises ».

A fin Juin 2021, le périmètre de consolidation du Groupe CDG Capital inclut les entités ci-après :

Dénomination sociale	30/06/2021		31/12/2020		Méthode de consolidation
	% Intérêt	% Contrôle	% Intérêt	% Contrôle	
CDG Capital	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	Consolidante
CDG Capital Gestion	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	intégration Globale
CDG Capital Bourse	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	intégration Globale
CDG Capital Real Estate	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	intégration Globale

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés conformément à la méthode de l'acquisition. Dans le cas d'une première consolidation d'une entité, le Groupe procède dans un délai n'excédant pas un an à compter de la date d'acquisition à l'évaluation de tous les actifs, passifs et passifs éventuels à leur juste valeur.

Pour les regroupements d'entreprise intervenus avant le 1er janvier 2007, date de transition au référentiel IFRS pour le Groupe, l'écart d'acquisition (goodwill) est maintenu à son coût présumé qui représente le montant comptabilisé selon les principes comptables marocains, conformément à l'option offerte par la norme IFRS 1 « Première adoption des normes IFRS ».

Les écarts d'acquisition font l'objet d'une revue régulière par le Groupe et de tests de dépréciation dès l'apparition d'indices de perte de valeur et au minimum une fois par an.

NOTE 3 : PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES**3.1 INSTRUMENTS FINANCIERS**

Les actifs financiers sont classés au coût amorti, à la juste valeur par capitaux propres ou à la juste valeur par résultat selon le modèle de gestion et les caractéristiques contractuelles des instruments lors de la comptabilisation initiale.

Les passifs financiers sont classés au coût amorti ou à la juste valeur par résultat lors de la comptabilisation initiale.

Les actifs et les passifs financiers sont comptabilisés au bilan lorsque le Groupe devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument.

Actifs financiers à la juste valeur par résultat

Cette rubrique est constituée des instruments détenus à des fins de transaction, y compris les dérivés, les instruments de capitaux propres pour lesquels l'option d'un classement en juste valeur par capitaux propres n'a pas été retenue, ainsi que les autres instruments de dette qui ne remplissent pas le critère du modèle de gestion « collecte » ou « collecte et vente », ou celui des flux de trésorerie.

Ces instruments financiers sont comptabilisés à leur juste valeur, les frais de transaction initiaux étant directement comptabilisés en compte de résultat. En date d'arrêt, les variations de la juste valeur sont portées en résultat. Il en est de même des revenus, des dividendes et des plus et moins-values de cession réalisées.

Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

Les instruments de dette sont classés en juste valeur par capitaux propres si les deux critères suivants sont réunis : l'objectif du modèle est atteint à la fois par la perception des flux de trésorerie contractuels et la vente des actifs financiers (« collecte et vente »), et les flux de trésorerie sont uniquement constitués de paiements relatifs au principal et d'intérêts sur le principal.

Lors de leur comptabilisation initiale, les actifs financiers sont comptabilisés à leur juste valeur, y compris les coûts de transaction directement imputables à l'opération. Ils sont évalués ultérieurement à la juste valeur et les variations de valeur de marché sont enregistrées en capitaux propres recyclables. Ces actifs financiers font également l'objet d'un calcul de pertes attendues au titre du risque de crédit.

Par ailleurs, les intérêts sont comptabilisés au compte de résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif déterminé à l'origine du contrat.

Détermination de la juste valeur des instruments financiers

Le Groupe détermine la juste valeur des instruments financiers, soit en utilisant des prix obtenus directement à partir de données externes, soit en utilisant des techniques de valorisation fondées sur l'utilisation au maximum de données observables. Dans ces conditions, les instruments financiers évalués à la juste valeur sont répartis selon la hiérarchie ci-après :

- Niveau 1 : les valeurs de marché utilisées correspondent aux prix cotés sur des marchés réglementés, de même que sur des marchés assimilés, dès lors qu'ils sont actifs ; ce qui

implique l'existence d'un volume et d'une fréquence suffisants de transactions ainsi qu'une disponibilité continue des prix.

- Niveau 2 : les valeurs de marché sont déterminées avec des techniques de valorisation dont les paramètres significatifs sont observables sur les marchés. Ces techniques sont régulièrement calibrées pour refléter les conditions actuelles du marché.
- Niveau 3 : les valeurs de marché sont déterminées avec des techniques de valorisation dont les paramètres significatifs utilisés sont non observables ou ne peuvent être corroborés par des données de marché (par exemple en raison de l'absence de liquidité de l'instrument ou d'un risque de modèle significatif).

Actifs financiers au coût amorti

Les actifs financiers sont classés au coût amorti si les deux critères suivants sont remplis : le modèle de gestion consiste à détenir l'instrument afin d'en collecter les flux de trésorerie contractuels (« collecte ») et les flux de trésorerie sont uniquement constitués de paiements relatifs au principal et d'intérêts sur le principal.

Les actifs financiers sont comptabilisés initialement à leur juste valeur, y compris les coûts de transaction directement imputables à l'opération ainsi que les commissions liées à la mise en place des crédits. Ils sont évalués ultérieurement au coût amorti. Ces actifs financiers font également l'objet dès l'origine d'un calcul de dépréciation pour pertes attendues au titre du risque de crédit.

Dépréciation des instruments financiers

Le modèle de dépréciation pour risque de crédit est fondé sur les pertes attendues. Le Groupe identifie trois strates (buckets) correspondant chacune à une situation spécifique au regard de l'évolution du risque de crédit de la contrepartie depuis la comptabilisation initiale de l'actif :

- Pertes de crédit attendues à 12 mois (« bucket 1 ») : si, à la date d'arrêt, le risque de crédit de l'instrument financier n'a pas augmenté de manière significative depuis sa comptabilisation initiale, cet instrument fait l'objet d'une provision pour dépréciation pour un montant égal aux pertes de crédit attendues à 12 mois (résultant de risques de défaut dans les 12 mois à venir).
- Pertes de crédit à maturité pour les actifs non dépréciés (« bucket 2 ») : la provision pour dépréciation est évaluée pour un montant égal aux pertes de crédit attendues sur la durée de vie (à maturité) si le risque de crédit de l'instrument financier a augmenté de manière significative depuis la comptabilisation initiale sans que l'actif financier soit déprécié.
- Pertes de crédit attendues à maturité pour les actifs financiers dépréciés (« bucket 3 ») : Lorsqu'un actif est déprécié, la provision pour dépréciation est également évaluée pour un montant égal aux pertes de crédit attendues à maturité.

Ce modèle est appliqué à l'ensemble des instruments dans le champ de la dépréciation d'IFRS 9, à l'exception des actifs dépréciés dès leur acquisition ou leur émission et des instruments pour lesquels un modèle simplifié est autorisé.

Augmentation significative du risque de crédit

L'augmentation significative du risque de crédit est appréciée sur une base individuelle en tenant compte de toutes les informations raisonnables et justifiables et en comparant le risque de défaillance sur l'instrument financier à la date de clôture avec le risque de défaillance sur l'instrument financier à la date de la comptabilisation initiale.

L'appréciation de la détérioration repose notamment sur la comparaison des probabilités de défaut et des notations en date de comptabilisation initiale des instruments financiers avec celles existant en date de clôture.

Définition du défaut

La définition du défaut est alignée avec la réglementation de Bank AL-Maghrib relative aux créances en souffrance, avec une présomption réfutable que l'entrée en défaut se fait au plus tard au-delà de 90 jours d'impayés.

Mesure des pertes de crédit attendues

Les pertes de crédit attendues sont calculées de manière individuelle, pour chaque exposition.

En pratique, pour les expositions classées en strate 1 et en strate 2, les pertes de crédit attendues sont calculées comme le produit de la probabilité de défaut (PD), la perte en cas de défaut (Loss Given Default, LGD) et le montant de l'exposition en cas de défaut (Exposure at Default, EAD) actualisés au taux d'intérêt effectif de l'exposition. Le Groupe applique une LGD forfaitaire de 45% ; taux dérivé de l'approche standard de Bâle II. Lorsque il n'y a pas suffisamment de données pour calibrer les paramètres du risque (PD, LGD), le calcul de l'ECL est fondé sur les pertes et / ou provisions individuelles observées historiquement sur le portefeuille concerné.

Pour les expositions classées en strate 3, les pertes de crédit attendues sont calculées comme la valeur actualisée au taux d'intérêt effectif des déficits de trésorerie sur la durée de vie de l'instrument.

Informations prospectives

Le Groupe prend en compte des informations prospectives à la fois dans l'estimation de l'augmentation significative du risque de crédit et dans la mesure des pertes de crédit attendues.

CDG capital a fait le choix de mettre en place trois scénarii macro-économiques couvrant un large panel de conditions économiques futures potentielles :

- Un scénario de base qui correspond à la situation actuelle de l'économie marocaine dont la probabilité de réalisation est estimée à 50% ;
- Un scénario optimiste dont la probabilité de réalisation est estimée à 20% ;
- Un scénario adverse où la situation macroéconomique globale du Maroc se dégrade et dont la probabilité de réalisation est estimée à 30%.

Pour l'élaboration des scénarii prospectifs, CDG Capital a analysé les principaux facteurs macroéconomiques déterminants et leurs impacts sur le portefeuille actuel. CDG Capital revoit à fréquence annuelle la pertinence et le champ d'application en fonction de l'évolution de la nature et la composition du portefeuille émetteur interne.

Décomptabilisation d'actifs ou de passifs financiers

Le Groupe décomptabilise tout ou partie d'un actif financier (ou d'un groupe d'actifs similaires) lorsque les droits contractuels aux flux de trésorerie de l'actif expirent ou lorsque le Groupe a transféré les droits contractuels à recevoir les flux de trésorerie de l'actif financier et la quasi-totalité des risques et avantages liés à la propriété de cet actif.

Le Groupe décomptabilise un passif financier (ou une partie de passif financier) seulement lorsque ce passif financier est éteint, c'est-à-dire lorsque l'obligation précisée au contrat est éteinte, annulée ou arrivée à expiration.

3.2 IMMOBILISATIONS

Les immobilisations incluent les immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation ainsi que les immeubles de placement. Elles font l'objet d'un test de dépréciation lorsqu'à la date de clôture, d'éventuels indices de perte de valeur sont identifiées, conformément aux dispositions de la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs ».

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont inscrites au bilan à leur coût d'acquisition initial, diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur.

Les immobilisations incorporelles identifiables acquises dont la durée d'utilité est définie sont amorties linéairement en fonction de leur propre durée d'utilité dès la date de leur mise en service. Les éléments comptabilisés en immobilisations incorporelles sont constitués essentiellement par des logiciels acquis, comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements et/ou des dépréciations constatés depuis leur date d'acquisition. Les logiciels créés sont comptabilisés à leur coût de production diminué des amortissements ou des dépréciations constatés depuis leur date d'achèvement.

Les logiciels dont la durée d'utilité est définie sont amortis sur une période allant de 5 à 10 ans.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition historique, diminué du cumul des amortissements et, le cas échéant, du cumul des pertes de valeur.

Les coûts d'emprunts relatifs aux capitaux utilisés pour financer les investissements, pendant la période de construction ou d'acquisition, sont intégrés dans le coût historique lorsque les actifs concernés sont éligibles selon la norme IAS 23 « coûts d'emprunts ».

Les coûts d'entretien courants sont comptabilisés en charges de la période à l'exception de ceux qui prolongent la durée d'utilisation ou augmentent la valeur du bien concerné, qui sont immobilisés.

Les amortissements sont pratiqués linéairement en fonction des durées d'utilité des immobilisations corporelles ou de leurs composants.

- Immeubles et constructions :

	CATEGORIE A	CATEGORIE B	CATEGORIE C	CATEGORIE D
COMPOSANTS	Terrassement	Menuiserie extérieure	Étanchéité	Plomberie et sanitaire
	Gros œuvre	Menuiserie intérieure	Électricité	Détection et protection incendie
		Revêtement sol et mur intérieur	Pré cablage tél. & inf.	Ascenseurs
		Revêtement façade	Grands travaux de construction	Climatisation VMC
		Faux plafond		Stores
		Cloisons amovibles		Peinture Miroiterie
		Faux plancher informatique		Réseau téléphonique
		Couvre joint de dilatation		Signalisation
		Aménagement extérieur		
	DUREE D'UTILITE	70 ans	30 ans	15 ans

- Autres immobilisations corporelles :

Eléments	Durée d'amortissement
Matériel de transport	5 ans
Matériel de bureau	5 à 10 ans
Mobilier de bureau	10 ans
Matériel informatique	5 ans à 20 ans
Agencements et aménagements	10 ans

L'ensemble de ces dispositions concernant les immobilisations corporelles est également appliqué aux actifs corporels détenus par l'intermédiaire d'un contrat de location financement.

Immeubles de placement

Les immeubles de placement sont des biens immobiliers détenus pour en retirer des loyers et valoriser le capital investi.

Conformément à l'option offerte par la norme IAS 40 « immeubles de placement », les immeubles de placement sont comptabilisés au coût amorti diminué des éventuelles pertes de valeur, avec indication de la juste valeur en annexes.

3.3 CONTRATS DE LOCATION

La norme IFRS 16 est d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2019. Imposant ainsi pour les locataires un modèle visant à comptabiliser au bilan tous les contrats de location « location simple et location financement » :

- Un droit d'utilisation et son amortissement ;
- Un passif de location actualisé.

Le Groupe a retenu la possibilité offerte de ne pas appliquer les dispositions de la norme IFRS 16 aux contrats de courte durée et les contrats portant sur des actifs de faible valeur.

Les principales hypothèses utilisées dans l'évaluation des droits d'utilisation et dettes de location

sont les suivantes :

- Les durées de location correspondent à la période non résiliable des contrats, complétée le cas échéant des options de renouvellement dont l'exercice est jugé raisonnablement certain ;
- Le taux d'actualisation utilisé pour le droit d'utilisation comme pour le passif de location est le taux d'emprunt marginal pour une durée correspondant à la durée du contrat.

3.4 ACTIFS NON COURANTS DETENUS EN VUE DE LA VENTE ET ACTIVITÉS ABANDONNÉES

Lorsque le Groupe décide de vendre des actifs non courants, et lorsqu'il est hautement probable que cette vente interviendra dans les douze mois, ces actifs sont présentés séparément au bilan dans le poste « Actifs non courants destinés à être cédés ». Les passifs qui leur sont éventuellement liés sont présentés séparément dans le poste « Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés ».

Les actifs non courants détenus en vue de la vente et les groupes d'actifs destinés à être cédés sont évalués au plus faible de leur valeur comptable et de leur juste valeur diminuée des coûts de sortie. A compter de la date d'une telle classification, l'actif cesse d'être amorti.

En cas de perte de valeur constatée sur un actif ou un groupe d'actifs et de passifs, une dépréciation est constatée en résultat. Les pertes de valeur comptabilisées à ce titre sont réversibles.

3.5 IMPOTS DIFFERES

La norme IAS 12 « Impôts sur le résultat » impose la comptabilisation d'impôts différés pour l'ensemble des différences temporelles existantes entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et des passifs de l'état de la situation financière, à l'exception des goodwill.

Les taux d'impôt retenus sont ceux dont l'application est attendue lors de la réalisation de l'actif ou du passif dans la mesure où ces taux ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture de l'exercice.

Le montant d'impôts différés est déterminé au niveau de chaque entité fiscale.

Les actifs d'impôts relatifs aux différences temporelles et aux reports déficitaires ne sont comptabilisés que dans la mesure où il est probable qu'un profit taxable futur déterminé avec suffisamment de précision sera dégagé au niveau de l'entité fiscale.

Les impôts exigibles et/ou différés sont comptabilisés au niveau de l'état du résultat global de la période sauf s'ils sont générés par une transaction ou un événement comptabilisé directement en capitaux propres.

Le calcul des impôts différés ne fait pas l'objet d'une actualisation.

3.6 COUT DU RISQUE

Le coût du risque comprend, au titre du risque de crédit, les dotations et reprises de provisions couvrant les pertes de crédit attendues à 12 mois et à maturité (buckets 1 et 2), les dotations et reprises de provisions des actifs dépréciés (bucket 3), les pertes sur créances irrécouvrables ainsi que les récupérations sur créances amorties.

3.7 PROVISIONS

Le Groupe comptabilise une provision dès lors qu'il existe une obligation actuelle juridique ou implicite envers un tiers qui se traduira par une sortie de ressources, sans contrepartie attendue, nécessaire pour éteindre cette obligation et pouvant être estimée de façon fiable.

Les montants comptabilisés sont actualisés lorsque l'effet du passage du temps est significatif. Cet effet est comptabilisé en résultat financier.

Les passifs éventuels hors regroupement d'entreprises ne sont pas comptabilisés. Toutefois, il y a lieu de les mentionner en annexes s'ils sont significatifs.

NOTE 4 : JUGEMENTS UTILISES DANS LA PRÉPARATION DES ÉTATS FINANCIERS

La préparation des états financiers du Groupe exige du management la formulation d'hypothèses et la réalisation d'estimations qui se traduisent dans la détermination des produits et des charges comme dans l'évaluation des actifs et passifs du bilan et dans la confection des notes annexes qui leur sont rattachées.

Le Groupe procède à ces estimations et appréciations de façon continue sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement de ces appréciations.

Les montants qui figurent dans ses futurs états financiers consolidés sont susceptibles de différer de ces estimations en fonction de l'évolution de ces hypothèses.

Les principales estimations significatives faites par le Groupe portent notamment sur les éléments ci-après :

- Le calcul des pertes de crédit attendues avec plus particulièrement l'évaluation du critère d'augmentation significative du risque de crédit, les modèles et hypothèses utilisés pour la mesure des pertes de crédit attendues, la détermination des différents scénarios économiques et de leur pondération ;
- L'usage de modèles internes pour le calcul de la valeur de marché des instruments financiers non cotés sur un marché actif ;
- Des tests de dépréciation effectués sur les actifs incorporels (goodwill principalement) ;
- Des provisions pour risque et charges entrant dans le champ d'application de la norme IAS 37.

5.2. PASSIF

PASSIF	Notes	30/06/2021	31/12/2020
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux		-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	5.2.1	53 207	42 524
Passifs financiers détenus à des fins de transaction		53 207	42 524
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option		-	-
Instruments dérivés de couverture		-	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	5.2.2	5 262 315	4 723 759
Dettes envers la clientèle	5.2.3	2 712 045	1 550 452
Titres de créance émis	5.2.4	2 051 620	1 926 197
Ecart de réévaluation passif des portefeuilles couverts en taux		-	-
Passifs d'impôt exigible		12 920	45 834
Passifs d'impôt différé		-	-
Comptes de régularisation et autres passifs	5.2.5	2 538 097	2 524 471
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés		-	-
Passifs relatifs aux contrats des activités d'assurance		-	-
Provisions	5.2.6	3 951	3 861
Subventions et fonds assimilés		-	-
Dettes subordonnées et fonds spéciaux de garantie	5.2.4	504 861	-
Capitaux propres		1 141 011	1 190 779
Capitaux propres part du groupe		1 141 011	1 190 779
Capital et réserves liées		930 000	930 000
Réserves consolidées		176 749	174 222
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		3 115	(7 157)
Résultat net de l'exercice		31 147	93 714
Intérêts minoritaires		-	-
TOTAL PASSIF		14 280 026	12 007 876

5.2.1. Passifs financiers à la juste valeur par résultat

Passifs financiers à la juste valeur par résultat	30/06/2021				31/12/2020			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Portefeuille de transaction	-	53 207	-	53 207	-	42 524	-	42 524
Instruments en valeur de marché sur option	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	-	53 207	-	53 207	-	42 524	-	42 524

5.2.2. Dettes envers les établissements de crédit et assimilés

	Etablissements de crédit et assimilés au Maroc			Etablissements de crédit à l'étranger	Total	Total
	Bank Al - Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc			
Comptes ordinaires	-	1 604	159 310	-	160 914	127 684
Valeurs données en pension	2 836 655	-	-	-	2 836 655	1 722 793
- au jour le jour	-	-	-	-	-	-
- à terme	2 836 655	-	-	-	2 836 655	1 722 793
Emprunts de trésorerie	-	196 176	2 000 087	-	2 196 263	2 809 191
- au jour le jour	-	-	2 000 087	-	2 000 087	2 640 000
- à terme	-	196 176	-	-	196 176	169 191
Emprunts financiers	-	-	-	-	-	-
Intérêts courus à payer	818	4	-	-	822	479
Autres dettes	-	2 353	-	-	2 353	2 942
Dettes locatives	-	65 308	-	-	65 308	60 669
Total	2 837 473	265 445	2 159 397	-	5 262 315	4 723 759

Variation des dettes locatives	31/12/2020	Augmentations	Diminutions	30/06/2021
Dettes locatives	78 269	6 982	-	85 251
Amortissements	17 600	2 343	-	19 943
Valeurs nettes	60 669	4 639	-	65 308

5.2.3. Dettes envers la clientèle

	Secteur public	Secteur privé			Total	Total
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
Comptes à vue créditeurs	653	337 054	1 078 055	66 089	1 481 851	724 952
Comptes d'épargne	-	-	-	-	-	-
Dépôts à terme	-	801 271	-	-	801 271	562 406
Valeurs données en pension	-	312 824	-	-	312 824	-
Autres comptes créditeurs	96 309	531	12 021	261	109 122	254 472
Intérêts courus à payer	-	6 978	-	-	6 978	8 622
Total	96 962	1 458 658	1 090 076	66 350	2 712 046	1 550 452

5.2.4. Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées

	31/12/2020	Augmentation	Diminution	30/06/2021
Bons de caisse	-	-	-	-
Titres du marché interbancaire	-	-	-	-
Titres de créances négociables	1 926 197	1 840 000	1 714 577	2 051 620
Emprunts obligataires	-	-	-	-
Autres dettes représentées par un titre	-	-	-	-
Titres subordonnés	-	504 861	-	504 861
à durée déterminée	-	504 861	-	504 861
à durée indéterminée	-	-	-	-
Total	1 926 197	2 344 861	1 714 577	2 556 481

5.2.5. Comptes de régularisation et autres passifs

	30/06/2021	31/12/2020
Opération diverses sur titres	2 162 787	2 263 911
Sommes dues à l'Etat	65 187	89 427
Clients avances et acomptes	3 522	2 700
Charges à payer	28 376	33 270
Dividendes à payer	87 420	-
Autres passifs	190 804	135 163
Total	2 538 097	2 524 471

5.2.6. Provisions

Provisions	31/12/2020	Augmentations	Diminutions	30/06/2021
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires	-	-	-	-
Provisions pour autres risques et charges	3 861	90	-	3 951
Total	3 861	90	-	3 951

Ventilation des provisions	31/12/2020	30/06/2021
Court terme	3 861	3 951
Long terme	-	-
Total	3 861	3 951

NOTE 6 : INFORMATIONS RELATIVES À L'ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ	Notes	30/06/2021	30/06/2020
+ Intérêts et produits assimilés	6.1	57 521	68 297
- Intérêts et charges assimilés	6.1	(64 235)	(78 241)
MARGE D'INTERET		(6 714)	(9 944)
+ Commissions (produits)	6.2	57 759	68 990
- Commissions (charges)	6.2	(3 710)	(3 092)
MARGE SUR COMMISSIONS		54 049	65 898
+/- Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	6.3	48 763	144 889
+/- Gains ou pertes nets des instruments mesurés à la juste valeur par capitaux propres	6.4	2 622	865
+ Produits des autres activités	6.5	60 963	54 107
- Charges des autres activités	6.5	(14 279)	(10 954)
PRODUIT NET BANCAIRE		145 403	244 861
- Charges générales d'exploitation	6.6	(84 071)	(80 256)
- Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles		(18 038)	(15 125)
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION		43 295	149 480
Coût du risque	6.7	4 036	(9 681)
RESULTAT D'EXPLOITATION		47 331	139 799
+/- Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence		-	-
+/- Gains ou pertes nets sur autres actifs		86	227
+/- Variations de valeurs des écarts d'acquisition		-	-
RESULTAT AVANT IMPÔT		47 417	140 026
- Impôt sur les résultats	6.8	(16 271)	(50 622)
+/- Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession		-	-
RESULTAT NET		31 147	89 403
Intérêts minoritaires		-	-
RESULTAT NET - PART DU GROUPE		31 147	89 403
Résultat de base par action (en dirhams)	6.9	3,35	9,61
Résultat dilué par action (en dirhams)	6.9	3,35	9,61
RESULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES		31 147	89 403
RESULTAT NET		31 147	89 403
Écarts de conversion		-	-
Réévaluation des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres		10 271	21 554
Réévaluation des instruments dérivés de couverture		-	-
Réévaluation des immobilisations		-	-
Écarts actuariels sur les régimes à prestations définies		-	-
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entreprises mises en équivalence		-	-
Impôts		-	-
TOTAL DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES		10 271	21 554
RESULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES		41 418	110 957
Dont Part du Groupe		41 418	110 957
Dont Part des minoritaires		-	-

6.1. Marge d'intérêt

	30/06/2021	30/06/2020
Sur opérations avec les établissements de crédits	8 045	20 574
Sur opérations avec la clientèle	16 142	11 046
Intérêts courus et échus sur titres	33 078	36 677
Intérêts courus et échus sur instruments de couverture	-	-
Sur opérations de crédit bail	-	-
Autres intérêts et produits assimilés	255	-
Produits d'intérêt	57 521	68 297
Sur opérations avec les établissements de crédits	13 236	14 412
Sur opérations avec la clientèle	18 963	36 615
Sur dettes représentées par titres	26 029	26 660
Sur dettes subordonnées	4 861	-
Intérêts courus et échus sur instruments de couverture	-	-
Sur opérations de crédit bail	-	-
Autres intérêts et charges assimilés	1 146	554
Charges d'intérêt	64 235	78 241

6.2. Commissions

	30/06/2021			30/06/2020		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Gestion et conservation d'actifs	54 971	3 013	51 958	59 608	2 488	57 120
Prestations et services pour conseils financiers	2 405	-	2 405	8 959	-	8 959
Autres	383	697	(314)	423	603	(180)
Produits et charges nets des commissions	57 759	3 710	54 049	68 990	3 092	65 898

6.3. Résultat sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

	30/06/2021	30/06/2020
Dividendes reçus	-	-
Plus ou moins values réalisées sur cession actifs/passifs à la juste valeur par le résultat	41 317	128 987
Plus ou moins values latentes sur actifs/passifs à la juste valeur par le résultat	8 542	13 936
Solde des relations de couverture des instruments dérivés ne répondant plus aux conditions de la comptabilité de couverture	-	-
Variation de juste valeur des instruments dérivés	(1 096)	1 966
Inefficacité de couverture à la juste valeur	-	-
Inefficacité de couverture de flux de trésorerie	-	-
Gains ou pertes nets	48 763	144 889

6.4. Résultat sur actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

	30/06/2021	30/06/2020
Dividendes reçus	-	-
Plus ou moins values sur cession sur actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	2 622	865
Gains ou pertes nets des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	2 622	865

6.5. Résultat des autres activités

	30/06/2021	30/06/2020
Produits de la promotion immobilière	-	-
Produits sur opérations de location simple	-	-
Variations de juste valeur des immeubles de placement	-	-
Participation aux résultats des assurés bénéficiaires de contrat d'assurance	-	-
Autres produits nets de l'activité d'assurances	-	-
Variation des provisions techniques des contrats d'assurances	-	-
Autres produits (charges) nets	46 684	43 153
Produits et charges nets des autres activités	46 684	43 153

6.6. Charges générales d'exploitation

	30/06/2021	30/06/2020
Charges de personnel	56 341	54 543
Impôts et taxes	1 936	1 628
Services extérieurs et autres charges	25 794	24 085
Charges générales d'exploitation	84 071	80 256

6.7. Coût du risque

	30/06/2021	30/06/2020
Dotations aux provisions	90	10 307
Provisions pour dépréciation des prêts et créances	-	4 108
Provisions pour dépréciation des titres	-	6 199
Provisions pour risques	90	-
Reprises sur provisions	4 127	626
Provisions pour dépréciation des prêts et créances	1 988	17
Provisions pour dépréciation des titres	2 139	-
Provisions pour risques	-	609
Variation des provisions	(4 036)	9 681
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables	-	-
Récupérations sur prêts et créances amorties	-	-
Autres pertes	-	-
Coût du risque	(4 036)	9 681

6.8. Charge d'impôt reconnue en état du résultat global

	30/06/2021	30/06/2020
Charge d'impôts courants	11 435	48 409
Charge d'impôts différés	4 836	2 213
Charge d'impôts de la période	16 271	50 622

6.9. Résultat de base et résultat dilué par action

	30/06/2021	30/06/2020
Résultat Net Part du Groupe	31 147	89 403
Nombre d'actions ordinaires émises	9 300 000	9 300 000
Résultat par action en dirhams	3,35	9,61

NOTE 7 : ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE

	30/06/2021	31/12/2020
Engagements de financements et de garantie donnés	105 964	62 974
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit et assimilés	-	-
- Crédits documentaires import	-	-
- Acceptations ou engagements de payer	-	-
- Ouvertures de crédit confirmés	-	-
- Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
- Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-
- Autres engagements de financement donnés	-	-
Engagements de financement en faveur de la clientèle	101 468	62 309
- Crédits documentaires import	-	-
- Acceptations ou engagements de payer	-	-
- Ouvertures de crédit confirmés	59 527	16 344
- Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
- Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-
- Autres engagements de financement donnés	41 941	45 965
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	-	-
- Crédits documentaires export confirmés	-	-
- Acceptations ou engagements de payer	-	-
- Garanties de crédits données	-	-
- Autres cautions, avals et garanties donnés	-	-
- Engagements en souffrance	-	-
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	4 496	665
- Garanties de crédits données	-	-
- Cautions et garanties en faveur de l'administration publique	-	-
- Autres cautions et garanties données	4 496	665
- Engagements en souffrance	-	-
Engagements de financements et de garantie reçus	909 438	500 000
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	500 000	500 000
- Ouvertures de crédits confirmés	-	-
- Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
- Autres engagements de financement reçus	500 000	500 000
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	409 438	-
- Garanties de crédits	409 438	-
- Autres garanties reçues	-	-
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	-	-
- Garanties de crédits	-	-
- Autres garanties reçues	-	-

NOTE 8 : INFORMATIONS RELATIVES AU TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

	Capital	Réserves liées au capital	Actions propres	Réserves et résultats consolidés	Gains ou pertes comptabilisés en capitaux propres recyclables	Gains ou pertes comptabilisés en capitaux propres non recyclables	Capitaux propres part Groupe	Intérêts minoritaires	Total
Capitaux propres de clôture 31 décembre 2020	930 000	-	-	267 935	6 074	(13 230)	1 190 779	-	1 190 779
Changement de méthodes comptables	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres variations	-	-	-	(3 766)	-	-	(3 766)	-	(3 766)
Capitaux propres d'ouverture 1er janvier 2021	930 000	-	-	264 169	6 074	(13 230)	1 187 012	-	1 187 012
Opérations sur capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Paievements fondés sur des actions	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations sur actions propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes	-	-	-	(87 420)	-	-	(87 420)	-	(87 420)
Résultat de l'exercice au 30 Juin	-	-	-	31 147	-	-	31 147	-	31 147
Immobilisations corporelles et incorporelles : réévaluations et cessions (D)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments financiers : variations de juste valeur et transfert en résultat (E)	-	-	-	-	10 271	-	10 271	-	10 271
Ecart de conversion : variations et transferts en résultat (F)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Gains ou pertes latents ou différés (D) + (E) + (F)	-	-	-	-	10 271	-	10 271	-	10 271
Variation de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres variations	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres de clôture 30 Juin 2021	930 000	-	-	207 896	16 345	(13 230)	1 141 011	-	1 141 011

NOTE 9 : INFORMATIONS RELATIVES AU TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

FLUX DE TRÉSORERIE	30/06/2021	31/12/2020
1 Résultat avant impôts (A)	47 417	155 545
2 +/- Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	18 038	24 805
3 +/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs des écarts d'acquisition et des autres immobilisations	-	-
4 +/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs financiers	(4 253)	10 529
5 +/- Dotations nettes aux provisions	-	(1 464)
6 +/- Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	-	-
7 +/- Perte nette/gain net des activités d'investissement	-	-
8 +/- Produits/charges des activités de financement	-	-
9 +/- Autres mouvements	510	(2 377)
10 = Total (2) à (9) des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôt et des autres ajustements (B)	14 294	31 492
11 +/- Flux liés aux opérations avec les établissements de crédits et assimilés	285 470	1 414 472
12 +/- Flux liés aux opérations avec la clientèle	739 187	(289 610)
13 +/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	(1 385 670)	(1 163 282)
14 +/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	(59 934)	(25 105)
15 - Impôts versés	(11 415)	(72 123)
16 = Diminution/(augmentation) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles (Total des éléments 11 à 15) (C)	(432 363)	(135 648)
17 FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ OPÉRATIONNELLE (Total des éléments A, B et C) (D)	(370 652)	51 389
18 +/- Flux liés aux actifs financiers et aux participations	-	-
19 +/- Flux liés aux immeubles de placements	-	-
20 +/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	(17 611)	(36 748)
21 FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT (Total des éléments 18 à 20) (E)	(17 611)	(36 748)
22 +/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	(87 420)	(69 960)
23 +/- Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement	504 861	-
24 FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT (Total des éléments 22 et 23) (F)	417 441	(69 960)
25 Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalents de trésorerie	-	-
26 AUGMENTATION/(DIMINUTION) NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE (Total des éléments D, E et F)	29 178	(55 319)

COMPOSITION DE LA TRÉSORERIE	30/06/2021	31/12/2020
27 TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À L'OUVERTURE	136 561	191 880
28 Caisse, banque centrales, CCP(actif & passif)	73 027	21 636
29 Comptes (actif et passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	63 535	170 244
30 TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA CLOTURE	165 739	136 561
31 Caisse, banque centrales, CCP(actif & passif)	139 600	73 027
32 Comptes (actif et passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	26 139	63 535
33 VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE	29 178	(55 319)

Le tableau de flux de trésorerie est présenté selon le modèle de la méthode indirecte.

- Les activités opérationnelles sont représentatives des activités génératrices de produits de CDG Capital et filiales ;
- Les activités d'investissement représentent les flux de trésorerie pour l'acquisition et la cession de participations dans les entreprises consolidées et non consolidées, et des immobilisations corporelles et incorporelles ;
- Les activités de financement résultent des changements liés aux opérations de structure financière concernant les capitaux propres, les dettes subordonnées et les dettes obligataires.

La notion de trésorerie nette comprend la caisse, les créances et dettes auprès des banques centrales et CCP, ainsi que les comptes (actif et passif) et prêts à vue auprès des établissements de crédit.

NOTE 10 : INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

	30/06/2021	30/06/2020
Résultat net de l'ensemble consolidé	31 147	89 403
Impôts exigibles (IS)	11 435	48 409
Impôts différés	4 836	2 213
Total charge fiscale consolidée IFRS	16 271	50 622
Résultat de l'ensemble consolidé avant impôts	47 417	140 026
Taux effectif d'impôt (Total charge fiscale retraitée/résultat comptable IFRS)	34%	36%
Montant de différences de taux mère/filiale	1 665	1 187
Impôt sur différences temporelles	-	-
Effet des autres éléments	-	-
Charge fiscale recalculée	17 936	51 810
Taux d'impôt légal au Maroc	37%	37%

10.2. Variation des impôts différés au cours de la période

	31/12/2020	Montants reconnus en résultat	Montants reconnus en capitaux propres	30/06/2021
Impôts différés actifs	17 106	4 836	(15 704)	6 238
Impôts différés passifs	-	-	-	-
Impôts différés actifs / passifs	17 106	4 836	(15 704)	6 238

NOTE 11 : INFORMATION SECTORIELLE

CDG Capital exerce ses activités sur un seul secteur opérationnel : Banque d'investissement.

NOTE 12 : PASSIFS ÉVENTUELS

"Conformément à la législation fiscale en vigueur, les exercices 2017 à 2020 ne sont pas prescrits. Les déclarations fiscales du Groupe CDG Capital au titre de l'impôt sur les sociétés (IS), de la TVA et de l'impôt sur les revenus salariaux (IR), relatives auxdits exercices peuvent faire l'objet de contrôle par l'administration et de rappels éventuels d'impôts et taxes.

Au titre de la période non prescrite, les impôts émis par voie de rôles peuvent également faire l'objet de révision."

NOTE 13 : GESTION DES RISQUES

1. DISPOSITIF DE GESTION DES RISQUES

1.1 CADRE GENERAL ET GOUVERNANCE

La gestion des risques liée aux activités de CDG Capital est une composante permanente et transversale qui intervient dans l'ensemble des phases commerciales, opérationnelles, décisionnelles et de suivi des risques.

La mise en œuvre de la politique de gestion globale des risques est assurée, au sein de CDG Capital, à tous les niveaux organisationnels, notamment par le Conseil d'Administration et une multitude d'instances opérationnelles et décisionnelles.

Les principales catégories de risques gérées sont :

- Risque de crédit ;
- Risque de contrepartie ;
- Risque de concentration ;
- Risque sectoriel ;
- Risque pays ;
- Risque de marché ;
- Risques structurels du bilan (Risques de taux et de liquidité) ;
- Risques opérationnels et Plan de Continuité des Activités.

1.2 RISQUE DE CREDIT

Le risque de crédit est défini comme la probabilité qu'une contrepartie (banque, entreprise, office, institution, fonds ou une personne physique) ne remplisse pas ses obligations conformément aux conditions convenues. L'évaluation de cette probabilité de défaut et du taux de recouvrement du prêt ou de la créance en cas de défaut est un élément essentiel dans l'évaluation de la qualité du crédit.

1.2.1 Dispositif de gestion du risque de crédit et de suivi des engagements

CDG Capital a organisé un corps procédural concernant la maîtrise des risques qui rassemble les concepts, principes et règles à observer durant la vie d'un engagement. Toute opération de crédit/engagement nécessite une analyse approfondie de la capacité du client à honorer ses obligations et de la façon la plus efficiente de structurer l'opération, notamment en termes de sûretés, de maturité et de tarification du risque de crédit.

Le Comité de Crédit (CdC) est une instance décisionnelle qui couvre l'ensemble des expositions de la banque, dont le montant dépasse les délégations de pouvoirs en la matière. Il est chargé d'examiner et de statuer sur toute demande de crédit/engagement/exposition de toute nature (activité de marché et de crédit) et contrepartie (entreprise, institution financière, client privé) et sur tout autre dossier que l'entité Risque de Crédit & Suivi des Engagements estime nécessaire de présenter.

Le Comité Grands Risques (CGR) est une instance décisionnelle émanant du Conseil d'Administration de CDG Capital qui a pour rôle d'examiner et de valider toutes les expositions de la banque, dont le montant est fixé par sa charte.

Le dispositif de gestion du risque de crédit repose sur des processus déclinés suivant les segments de contreparties engagées avec la banque :

Segment Corporate

Au niveau du segment corporate (grandes entreprises, contreparties financements spécialisés et office), le processus de gestion est décliné comme suit :

- Un encadrement au niveau du processus d'octroi des engagements. Ce processus définit le fond de dossier d'engagement comme étant le point de départ de l'analyse des demandes d'engagement. Ce fond de dossier doit être composé de tous les documents nécessaires à la production de l'avis critique de l'entité Risque de Crédit & Suivi des Engagements et de la décision du CdC ou du CGR. Les éléments constitutifs du fond de dossier d'engagement sont insérés au niveau d'une check-list interne ;
- Un système de notation interne dédiée par catégorie de contrepartie ;
- Un dispositif de limites d'exposition calibré sur les notations internes et en respect des seuils prudentiels ;
- Un système de délégation de pouvoir par Direction Métier ;
- Un système d'échéancier interne de revue des dossiers de crédit, indépendant de la maturité des concours bancaires accordés ;
- Un dispositif de gestion des engagements sensibles composé de deux listes de suivi interne.

Segment des personnes physiques

Au niveau du segment des personnes physiques (PP) : le dispositif de gestion du risque de crédit suit le même processus d'octroi des engagements que celui relatif au marché corporate. Autrement dit, il nécessite une analyse et une appréciation approfondie de la capacité de remboursement de l'emprunteur intégrant le dispositif de garanties proposé.

Autres Segments

Au niveau du segment autre que celui relatif au segment corporate et Personne Physique (PP) : le dispositif de gestion du risque de crédit repose sur le dispositif de limite interne défini pour chaque contrepartie de la banque. Le calibrage des limites repose sur l'appréciation des fondamentaux économiques et financiers de la contrepartie (y compris notation interne) et sur le respect permanent des seuils prudentiels en la matière.

Par ailleurs, le dispositif de suivi des engagements repose sur la tenue régulière du reporting interne dédié au risque de crédit et au suivi des engagements. Ce dernier reprend l'ensemble des expositions en propre de la banque, de toute nature qu'elles soient issues des activités de crédit ou de marché.

La notation interne joue un rôle principal dans le processus d'octroi des engagements et dans la gestion des risques liés aux positions prises par la banque. Elle constitue plus généralement un outil d'aide à l'évaluation, à la décision et au suivi du risque de contrepartie.

CDG Capital dispose à ce jour de trois systèmes de notation interne :

- Le système de notation propre aux grandes entreprises ;
- Le système de notation spécifique aux établissements bancaires (modèle en cours de mise à jour) ;
- Le système de notation propre à la catégorie de contrepartie des financements spécialisés regroupant les financements de projets et l'immobilier professionnel.

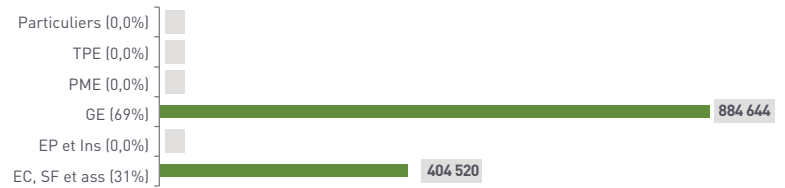
L'exercice de révision des notes est réalisé au moins une fois par an à la réception des liasses fiscales ou encore lors de la revue de portefeuille. Il peut également être provoqué suite à la constatation d'un événement d'alerte.

Dans un objectif de couverture des risques (crédit et contrepartie), auxquels CDG Capital est exposée, la Direction de la Gestion Globale des Risques (DGGR) a mis en place un dispositif de gestion et d'évaluation des garanties recueillies par la banque. Ce dispositif repose sur le principe que la recherche de garantie est recommandée pour tout type de financement.

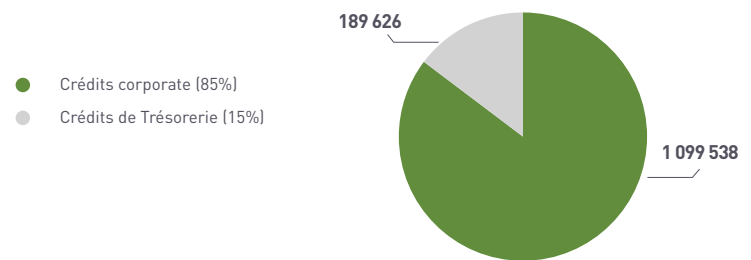
En outre, le risque de contrepartie est la manifestation du risque de crédit à l'occasion d'opérations de marché, d'investissements, et/ou de règlements. Ces opérations comprennent les contrats bilatéraux, que ce soit de gré à gré ou standardisés, qui peuvent exposer CDG Capital au risque de défaut de sa contrepartie. Le montant de ce risque varie au cours du temps avec l'évolution des paramètres de marché affectant la valeur potentielle future des transactions concernées.

1.2.2 Données quantitatives de mesure et de suivi du risque de crédit

La répartition des contreparties de CDG Capital est faite selon une segmentation prudentielle offrant une classification des différents profils de risque. Ci-dessous un aperçu de cette répartition à fin juin 2021 (en milliers de dirhams) :



Le portefeuille des crédits de CDG Capital demeure constitué essentiellement de deux types d'engagement : les crédits corporate et les crédits de trésorerie.



Répartition des engagements «activité de crédit» au 30/06/2021

1.3 RISQUE DE CONCENTRATION

Le risque de concentration est le risque inhérent à une exposition de nature à engendrer des pertes importantes pouvant menacer la solidité financière de CDG Capital ou sa capacité à poursuivre ses activités essentielles. Le risque de concentration peut découler de l'exposition envers des contreparties individuelles, des groupes d'intérêt, des contreparties appartenant à un même secteur d'activité ou à une même région géographique ou des contreparties dont les résultats financiers dépendent d'une même activité ou d'un même produit de base.

La gestion de ce risque est assurée par l'entité Risque de Crédit & Suivi des Engagements. Cette dernière centralise l'ensemble des expositions portées par les entités et filières de CDG Capital et permet de disposer en permanence d'un tableau de bord offrant :

- Une vision globale du profil d'exposition aux risques de crédit/contrepartie de la banque et de son évolution ;
- Un outil de pilotage du risque de concentration conformément aux limites internes et réglementaires en vigueur.

1.4 RISQUE PAYS

Le risque pays mesure l'impact potentiel des conditions économiques, financières, politiques ou sociales spécifiques d'un pays étranger sur les créances ou expositions de CDG Capital.

Le dispositif de gestion de ce risque repose sur une combinaison d'analyse des environnements macro et micro économiques et politique du pays et sur les notations externes des souverains attribuées par les agences de rating.

1.5 RISQUES DE MARCHE

1.5.1 Facteurs de risque

Les risques de marché représentent les risques de pertes liées à la variation des paramètres de marché, notamment :

- **Les taux d'intérêt** : le risque de taux correspond au risque de variation de juste valeur ou au risque de variation de flux de trésorerie futurs d'un instrument financier du fait de l'évolution des taux d'intérêt ;
- **Les taux de change** : le risque de change correspond au risque de variation de juste valeur d'un instrument financier du fait de l'évolution du cours d'une devise ;
- **Les prix** : le risque de prix résulte de la variation de prix et de la volatilité des actions et des matières premières, des paniers d'actions ainsi que des indices sur actions ;
- **Les spreads de crédit** : le risque de crédit correspond au risque de variation de juste valeur d'un instrument financier du fait de l'évolution des spreads de crédit sur un émetteur ou sur un panier d'émetteurs. Pour les produits structurés de crédit s'ajoute également le risque de variation de juste valeur lié à l'évolution de la corrélation entre les défauts des émetteurs (base-corrélation).

1.5.2 Modèle interne du risque de marché

L'exposition de CDG Capital aux risques de marché est gérée à travers un ensemble d'indicateurs qui font l'objet d'un suivi permanent et qui sont intégrés dans la gestion opérationnelle des risques de marché au quotidien.

L'élément central du dispositif de contrôle des risques de marché est la Value at Risk (VaR). Développé depuis fin 2010, le modèle interne de Value at Risk (VaR) est homologué par BAM pour le calcul des fonds propres réglementaires et pilotage des risques de marché depuis mars 2013.

La mise en place du modèle interne des risques de marché a permis de doter la banque d'un véritable outil de pilotage et d'aide à la décision qui couvre l'essentiel des activités de marché.

L'évaluation des risques de marché repose sur la combinaison de plusieurs types d'indicateurs de mesure formalisés dans le dispositif de limites internes (DLI) validé par la Direction Générale, donnant lieu à un encadrement par des limites de différentes natures et faisant l'objet d'un suivi quotidien.

La gestion des dépassements est régie par une procédure interne qui fixe les modalités à observer ainsi que la démarche à suivre pour l'obtention d'une autorisation de dépassement de limites.

1.5.3 Dispositif de stress test et adéquation des fonds propres (FP)

Les simulations de scénarios de crise consistent à appliquer des combinaisons de chocs extrêmes aux paramètres de marché dans le but de mesurer l'impact de conditions particulièrement défavorables sur le portefeuille de négociation de la banque.

Le dispositif de stress test constitue un complément au calcul de Value at Risk (VaR) et les résultats sont un facteur clé dans l'évaluation du niveau des exigences en fonds propres et de l'adéquation de ces derniers compte tenu de l'exposition de la banque aux risques de marché.

A fin juin 2021, les fonds propres prudentiels absorbent les pertes issues de la réalisation du programme de stress tests. Les ratios tier 1 et de solvabilité demeurent supérieurs aux minimums exigés.

1.6 RISQUES STRUCTURELS DU BILAN

La gestion des risques structurels au sein de CDG Capital constitue une composante transverse qui concerne l'ensemble des activités de la banque, à travers une analyse permanente de la structure du bilan et des profils du risque de taux et de liquidité.

Dans ce sens, le dispositif de gestion des risques structurels, validé par les instances de gouvernance de la Banque, s'inscrit dans le cadre des normes professionnelles et réglementaires, des règles définies par le comité de Bâle ainsi que les recommandations de l'autorité de supervision bancaire.

Le risque de taux d'intérêt se définit comme étant le risque que la situation financière de la banque se dégrade suite à une évolution défavorable des taux d'intérêt.

Le suivi du risque de taux d'intérêt s'appuie principalement sur les gaps cumulés de taux d'intérêt à travers le suivi régulier des indicateurs suivants :

- la chronologie de gaps de taux d'intérêt ;
- l'interprétation des gaps mesurés par tranches d'échéances en vue de prévoir les risques encourus face à une baisse ou à une hausse des taux ;
- la sensibilité de la marge d'intermédiation aux différents scénarios d'évolution des taux ;
- le comportement de la marge d'intérêt suite à des scénarios de stress.

A fin juin 2021, les résultats de scénarios de stress, font ressortir une perte maximale de 8,35% des FP de base, obtenue sous l'hypothèse d'une hausse des taux courts de 250 bps.

Le risque de liquidité désigne le risque pour la banque de ne pas pouvoir s'acquitter, dans des conditions normales, des engagements financiers prévus.

Le suivi et le pilotage du risque de liquidité est effectué sur la base de deux approches : une approche à court terme via la mesure du ratio de liquidité à court terme stressé, à savoir le Liquidity Coverage Ratio (LCR) et une approche globale basée sur un matching de la nature et des maturités des ressources avec celles des placements de CDG Capital.

L'approche à court terme consiste en un suivi permanent du respect du coefficient réglementaire de liquidité. Ce coefficient constitue, un moyen de mesure de l'adéquation entre les actifs liquides de haute qualité et les ressources exigibles à vue et/ou à court terme. Ce suivi est complété par des scénarios stress test visant à évaluer la capacité de la trésorerie rapidement mobilisable de la banque à couvrir des sorties massives de liquidités.

CDG Capital s'assure du respect permanent de la limite réglementaire du LCR. Ce dernier a affiché des niveaux confortables durant 2021, avec un niveau minimum de 113% en mai 2021.

Le comité Asset and Liabilities Committee (ALCO) constitue l'occasion de présenter au management de la banque la synthèse de l'examen régulier du profil de taux et de liquidité de la banque, l'analyse de l'évolution du ratio de liquidité et les résultats des stress test appliqués.

1.7 RISQUES OPERATIONNELS

CDG Capital a mis en place des processus, des outils de gestion et une infrastructure de contrôle pour renforcer la maîtrise et le pilotage des risques opérationnels dans l'ensemble de ces métiers. Ces dispositifs comprennent, entre autres, des procédures générales et spécifiques, une surveillance permanente, des plans de continuité d'activité, des Comités nouveaux produits et des comités dédiés à la surveillance et la gestion de risques opérationnels.

CDG Capital dispose d'un manuel de procédures qui définit les processus opérationnels des différents segments de ses activités. Ces procédures prévoient des règles de gestion, de contrôle et de séparation de fonction. Elles reposent aussi sur un système de délégation de signature qui permet une définition des responsabilités et une meilleure gestion des « back-up ».

Cette organisation a collaboré, à la mise en place de cartographie des risques par lignes métier qui permet d'identifier, d'évaluer et de contrôler l'ensemble des risques opérationnels.

Contenu de la situation sanitaire mondiale, CDG Capital a mis en place un plan de continuité dédié à la pandémie du « Covid-19 », elle permet d'évaluer l'impact du risque sanitaire sur la continuité d'activité de la banque et met en place des moyens et des procédures, pour traiter éventuellement l'ensemble des risques opérationnels générés par cette crise.

Le démarche ORSA « Opérationnel Risk Self Assessment » mise en place depuis 2019, participe activement au renforcement du dispositif de gestion des risques opérationnel, plusieurs activités de la banque ont connu une refonte globale de leurs dispositifs de gestion des risques opérationnels.

Sécurité de l'information

L'information et plus particulièrement les données numériques constituent une des matières premières principales des activités d'une banque. La dématérialisation quasi achevée, le besoin de rapidité des opérations et leur automatisation toujours plus poussée, renforcent continuellement le besoin de maîtrise du risque relatif à la sécurité de l'information.

CDG Capital dispose d'un Système d'Information (SI) organisé de façon à satisfaire les besoins des pôles métiers dans les meilleures conditions techniques et opérationnelles. On classe les applications en trois catégories :

- Cœur de métier (critique pour l'activité de CDG Capital) ;
 - Verticale (SI dédié à une direction de CDG Capital) ;
 - Horizontale (Transverse aux directions de CDG Capital).
- La sécurité informatique se traduit à travers 2 principaux axes :
- Sécurité réseau ;
 - Sécurité opérationnelle et veille de sécurité.

Depuis 2018, CDG Capital a entamé un premier exercice selon la nouvelle approche de gestion du risque opérationnel, basée sur une démarche décentralisée de gestion du risque à travers des relais risques au niveau des lignes métiers de la banque.

Un suivi des risques, basé sur des niveaux d'appétence, validé par les organes de gouvernance de la banque.

Dans le cadre de la définition de son appétit au risque et conformément à la réglementation en vigueur, la démarche ORSA de CDG Capital a permis de fixer son niveau de tolérance au risque opérationnel visant à limiter les pertes et à s'assurer que les actions de réduction des risques font l'objet d'un suivi régulier. Cette politique décrit la gouvernance mise en place, le dispositif d'encadrement quantitatif et qualitatif ainsi que le suivi effectué.

La surveillance des pertes internes :

La collecte des pertes internes (mais également des gains et des quasi-pertes) concerne l'ensemble des métiers de CDG Capital, depuis 2012. Ce processus a permis aux opérationnels :

- de définir et mettre en œuvre les actions correctrices appropriées (évolution des activités ou des processus, renforcement des contrôles, etc.) ;
- de s'approprier de nouveaux concepts et outils de gestion des risques opérationnels ;
- d'acquérir une meilleure connaissance de leurs zones de risques ;
- de mieux diffuser une culture du risque opérationnel au sein de la banque et de ces filiales.

1.8 PLAN DE CONTINUITÉ DE L'ACTIVITÉ (PCA)

Les dispositifs de gestion de crise et de continuité d'activité visent à minimiser autant que possible les impacts d'éventuels sinistres sur les clients, le personnel ou les infrastructures, et donc à préserver la réputation de CDG Capital, l'image de ses produits et sa solidité financière. Ils répondent également à une obligation réglementaire. La démarche de mise en place et d'optimisation des dispositifs de continuité d'activité de toute entité de la banque s'appuie sur une méthodologie conforme aux standards. Elle consiste principalement à identifier les menaces qui pèsent sur l'entreprise et leurs effets possibles, à mettre en place une capacité de réponse efficace à divers scénarii de crise.

A ce titre CDG Capital a initié depuis début 2009 la mise en place de son PCA (y compris la composante Plan de Secours Informatique), afin de se prémunir face à l'éventuelle survenance d'une menace de nature à perturber significativement le bon déroulement de son activité.

Suite à la finalisation du projet de déploiement du PCA en 2013, en incluant les scénarios majeurs précédemment cité, l'année 2014 a été consacrée au lancement de la phase de maintien en conditions opérationnelles du PCA. Ceci nous a permis de s'assurer de la fiabilisation des installations. Aussi, l'année nous a permis de finaliser le projet PCA de la filiale CDG Capital Gestion.

L'exercice 2020 a été marqué principalement par l'activation du PCA Pandémie CDG Capital en date du 15 mars 2020.

La continuité d'activité et la santé de nos collaborateurs comme objectif pour dépasser cette crise sanitaire.

La gestion de crise « Covid-19 » a été placée au centre des actions programmées courant de l'année 2021.

2. GESTION DU CAPITAL ET ADEQUATION DES FONDS PROPRES (FP)

2.1 DISPOSITIF DE GESTION DU CAPITAL

Le dispositif de capital Management repose sur les principes directeurs suivants :

- La tenue de la production réglementaire, notamment le pilier 1 de Bâle portant sur la mesure des exigences minimales de fonds propres au titre des risques prudentiels de crédit, marché et opérationnel ;
- La mise en place des outils internes d'évaluation de l'adéquation du capital économique au profil global de risque de la banque ;
- Le contrôle permanent de la capacité des fonds propres prudentiels à absorber les pertes issues de l'application des scénarios de chocs et de stress tests adaptés à la nature des risques encourus ;
- Le pilotage dynamique des fonds propres, à travers l'anticipation des projections futures du capital requis, permettant la maîtrise du niveau de solvabilité issu des orientations budgétaires et du business plan de la banque.

Le processus d'optimisation et d'allocation des fonds propres vise :

- L'analyse la rentabilité ajustée par le risque, à travers l'appréciation de la performance d'une activité / engagement compte tenu des risques encourus ;
- L'affectation prioritaire des FP aux activités assurant un profil rendement / risque convenable ;
- Le pilotage de la stratégie de développement (lancement de nouvelles activités, nouveaux produits, etc...) ;
- Conformité par rapport aux exigences du régulateur en matière de gestion des FP.

2.2 COMPOSITION DES FONDS PROPRES

Les modalités de détermination des fonds propres prudentiels de CDG Capital sont régies par les dispositions de la circulaire N°14/G/2013 relative aux fonds propres des établissements de crédit.

A fin juin 2021, les fonds propres prudentiels de CDG Capital aussi bien sur base individuelle que consolidée sont composés de **62%** des fonds propres de catégorie 1.

Les fonds propres de catégorie 2 sont composés essentiellement d'une dette subordonnée émise en mars 2021 d'un montant de **500** Mdhs sur 10 ans, et de des plus-values latentes sur titres de placement

et des provisions pour risques généraux conformément aux modalités d'inclusion dictées par Bank Al-Maghrib.

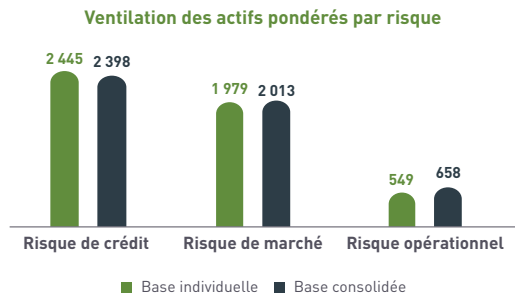
A fin juin 2021, les fonds propres prudentiels sur base sociale s'établissent à **1 426** Mdhs, contre **1 482** Mdhs sur base consolidée.

2.3 ACTIFS PONDÉRÉS ET EXIGENCES EN FONDS PROPRES AU TITRE DU RISQUE DE CRÉDIT, RISQUES DE MARCHÉ ET RISQUE OPÉRATIONNEL

Les risques pondérés sont calculés selon les approches suivantes :

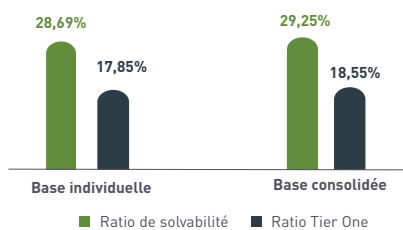
Zone de risque	Approche d'évaluation	Référence réglementaire
Risque de crédit	Méthode standard	Circulaire N° 26/G/2006
Risque de marché pour les produits homologués par la banque centrale	Méthode avancée	Circulaire N° 08/G/2010
Risque de marché relatif aux produits non homologués par la banque centrale	Méthode standard	Circulaire N° 26/G/2006
Risque opérationnel	Méthode indicateur de base	Circulaire N° 26/G/2006

Le graphe ci-dessous présente la ventilation des actifs pondérés à fin juin 2021 sur base individuelle et consolidée (en millions de dirhams) :



2.4 RATIO DES FONDS PROPRES DE BASE ET SOLVABILITÉ

A fin juin 2021, les ratios de solvabilité et Tier One sur base individuelle et consolidée se présentent comme suit :



NOTE 14 : DISPOSITIF DE CONTRÔLE INTERNE

CDG Capital s'est doté depuis sa création d'un système de contrôle interne intégré dont le renforcement continu est au cœur de ses préoccupations. Ce système se base sur les règles de bonne gouvernance, une séparation stricte entre les tâches opérationnelles et les activités de contrôle, un cadrage des responsabilités et une traçabilité intégrale. Dans ce cadre, CDG Capital a édifié une culture de contrôle interne autour d'un environnement de travail sécurisé et propice au développement durable. Ce dernier est régi par la charte de contrôle interne du groupe CDG Capital et décliné sur le plan opérationnel entre autres par le dispositif et la procédure de contrôle permanent. Notamment, l'ensemble des activités de CDG Capital s'inscrivent dans le cadre d'un système de contrôle à fréquences régulières adaptées à la cotation des risques opérationnels, et ayant pour objectifs de s'assurer que l'ensemble des activités de la banque sont contrôlées et que l'ensemble des risques sont surveillés de façon permanente.

1. DÉFINITION, OBJECTIFS ET NORMES DU CONTRÔLE INTERNE

Le Système de Contrôle Interne « SCI » de CDG Capital se définit par l'ensemble des processus mis en œuvre par la Banque, à tous les niveaux opérationnels et hiérarchiques, destiné à donner, en permanence, une assurance raisonnable quant à la réalisation des objectifs ci-après :

- le respect des procédures internes et orientations du management ;
- la conformité des opérations et des procédures internes aux prescriptions législatives et réglementaires ;
- la fiabilité des conditions de collecte, de traitement, de diffusion et de conservation des données comptables et financières, à l'échelle internes et externes ;
- l'efficacité des systèmes d'information et de communication.

Le système de contrôle interne est aussi en évolution continue en termes de ressources humaines, techniques et logistiques adaptées au développement des activités, aux exigences réglementaires et aux ambitions de la banque de pérenniser un atmosphère de confiance et de bonnes pratiques en interne et vis-à-vis des clients.

2. ORGANISATION DU SYSTEME DE CONTRÔLE INTERNE

Le dispositif de contrôle interne du Groupe CDG Capital est organisé autour de trois lignes de maîtrise des risques, sous la responsabilité de la direction générale et la supervision du Conseil d'administration. Cette organisation peut être illustrée comme suit :

La **première ligne** de maîtrise est constituée par le management opérationnel qui doit veiller au bon fonctionnement et du déploiement du dispositif de contrôle de premier niveau ;

La **deuxième ligne** de maîtrise est opérée par l'entité Contrôle Permanent qui est en charge de la bonne conception et du correct déploiement du dispositif de contrôle permanent en s'appuyant sur les travaux de cartographie des risques de non-conformité et opérationnels.

Le contrôle permanent au sein de CDG Capital est mis en œuvre à tous les niveaux organisationnels et est matérialisé et déployé à travers des répertoires de contrôle couvrant l'ensemble des activités, des plans de supervision et de communication et des restitutions consolidées permettant de tirer des enseignements pertinents et de mettre en place les actions nécessaires. Ses composantes permettent, en effet, de détecter et de régulariser en temps opportun toutes anomalies pouvant survenir courant l'exercice des activités de manière à prévenir tout incident éventuel.

La **troisième ligne** de maîtrise que représente la direction de l'audit interne. Celle-ci apporte une évaluation indépendante et des revues transverses dans un but d'améliorer le dispositif de contrôle en place.

3. MOYENS AFFECTÉS AU SYSTEME DE CONTRÔLE INTERNE

Le Système de Contrôle Interne (SCI) comprend des structures dédiées exclusivement aux activités de contrôle déployées au niveau central. D'autres entités jouent un rôle de support de contrôle interne de par la nature de leurs attributions.

Les structures dédiées aux activités de contrôle sont l'audit interne d'une part, et celles en charge, de la gestion des risques, du contrôle permanent, et de la conformité d'autre part. Rattachées au pôle « Pilotage et Contrôle », ces dernières ont pour rôle d'animer les filières de contrôle, de veiller à l'application des dispositifs de contrôle et à la régularisation des anomalies relevées en temps opportun, de centraliser les données relatives à la gestion et la prévention des risques, ainsi que d'élaborer des analyses et de produire des indicateurs relatifs au contrôle interne selon leur périmètre d'actions.

4. COORDINATION DU DISPOSITIF CONTRÔLE INTERNE

Le Système de Contrôle Interne (SCI) de CDG Capital et de ses filiales est organisé en filière selon l'approche subsidiaire. Le contrôle fédéral assure le référentiel et le reporting Groupe et les fonctions du contrôle interne des filiales déploient le dispositif de contrôle dans le respect de la réglementation et des normes Groupe. A cet égard, le système de contrôle interne est assuré au niveau des filiales par le biais de correspondants contrôle permanent dédiés aux activités y afférentes. Les moyens humains déployés et leurs attributions sont proportionnels à la taille et à la nature des activités de chaque structure notamment aux exigences réglementaires en la matière.

Deloitte.

Bd Sidi Mohammed Benabdellah
Bâtiment C - Tour Ivoire 3 - 3ème étage
La Marina - Casablanca

mazars

101, Boulevard Abdelmoumen
Casablanca

GROUPE CDG CAPITAL

ATTESTATION D'EXAMEN LIMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LA SITUATION INTERMEDIAIRE CONSOLIDEE AU 30 JUIN 2021

Nous avons procédé à un examen limité de la situation intermédiaire de CDG CAPITAL et de ses filiales (GROUPE CDG CAPITAL) comprenant le bilan, le compte de résultat global, le tableau des flux de trésorerie, l'état de variation des capitaux propres et une sélection de notes explicatives au terme du semestre couvrant la période du 1er janvier au 30 juin 2021. Cette situation intermédiaire fait ressortir un montant de capitaux propres consolidés totalisant KMAD 1 141 011, dont un bénéfice net consolidé de KMAD 31 147. Cette situation a été établie par la direction dans un contexte évolutif de crise sanitaire de l'épidémie de Covid19, sur la base des éléments disponibles à cette date.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes de la profession au Maroc. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation intermédiaire des états financiers consolidés ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que les états consolidés, ci-joints, ne donnent pas une image fidèle du résultat des opérations du semestre écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Groupe CDG Capital arrêtés au 30 juin 2021, conformément aux normes comptables internationales (IAS/IFRS).

Casablanca, le 28 septembre 2021

Les Commissaires aux Comptes

Deloitte Audit

Sakina Bensouda-Korachi
Bd Sidi Mohammed Benabdellah
Bâtiment C - Tour Ivoire 3, La Marina
Casablanca
Tél : 05 22 22 40 25 / 05 22 22 47 34
Fax : 05 22 22 40 78 / 47 59

Sakina Bensouda-Korachi
Associée

Mazars Audit et Conseil

Taha Ferdaous
MAZARS AUDIT ET CONSEIL
101, Boulevard Abdelmoumen
20360 Casablanca
Tél : 05 22 42 34 25
Fax : 05 22 42 34 00

Taha Ferdaous
Associé

Lien vers publications financières :
<https://www.cdgcapital.ma/fr/communication-financiere>

BILAN

A C T I F	30/06/2021	31/12/2020
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	139 592	73 016
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	863 048	658 534
A vue	87 517	135 616
A terme	775 531	522 918
Créances sur la clientèle	1 168 682	745 943
Crédits et financements participatifs de trésorerie et à la consommation	204 447	201 506
Crédits et financements participatifs à l'équipement	715 718	325 688
Crédits et financements participatifs immobiliers	993	1 090
Autres crédits et financements participatifs	247 525	217 660
Créances acquises par affacturage		
Titres de transaction et de placement	10 652 700	9 193 348
Bons du Trésor et valeurs assimilées	6 865 506	5 011 471
Autres titres de créance	3 223 483	3 816 420
Titres de propriété	531 951	334 039
Certificats de Sukuk	31 760	31 420
Autres actifs	908 695	836 748
Titres d'investissement		
Bons du Trésor et valeurs assimilées		
Autres titres de créance		
Certificats de Sukuk		
Titres de participation et emplois assimilés	259 642	248 716
Participation dans les entreprises liées	198 030	198 030
Autres titres de participation et emplois assimilés	61 612	50 685
Titres de Moudaraba et Moucharaka		
Créances subordonnées		
Dépôts d'investissement et Wakala Bil Istithmar placés		
Immobilisations données en crédit-bail et en location		
Immobilisations données en Ijara		
Immobilisations incorporelles	57 484	56 983
Immobilisations corporelles	14 666	18 540
TOTAL ACTIF	14 064 510	11 831 828

BILAN

P A S S I F	30/06/2021	31/12/2020
Banques Centrales, Trésor Public, Service des Chèques Postaux		
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	5 194 665	4 660 148
A vue	2 161 012	2 767 798
A terme	3 033 653	1 892 349
Dépôts de la clientèle	2 744 199	1 566 504
Comptes à vue créditeurs	1 514 004	741 004
Comptes d'épargne		
Dépôts à terme	1 121 072	571 027
Autres comptes créditeurs	109 123	254 472
Dettes envers la clientèle sur produits participatifs		
Titres de créance émis	2 051 620	1 926 197
Titres de créance négociables émis	2 051 620	1 926 197
Emprunts obligataires émis		
Autres titres de créance émis		
Autres passifs	2 385 180	2 450 399
Provisions pour risques et charges	44 773	46 152
Provisions réglementées		
Subventions, Fonds publics affectés et Fonds spéciaux de garantie		
Dettes subordonnées	504 861	
Dépôts d'investissement et Wakala Bil Istithmar reçus		
Ecart de réévaluation		
Réserves et primes liées au capital		
Capital	930 000	930 000
Actionnaires Capital non versé (-)		
Report à nouveau (+/-)	187	396
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)		
Résultat net de l'exercice (+/-)	44 203	91 801
TOTAL PASSIF	14 064 510	11 831 828

HORS BILAN

	30/06/2021	31/12/2020
ENGAGEMENTS DONNES	3 024 418	2 217 515
Engagements de financement donnés en faveur des établissements de crédit et assimilés		
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	101 468	62 932
Engagements de garantie d'ordre des établissements de crédit et assimilés		
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	5 930	3 043
Titres achetés à réméré		
Autres titres à livrer	2 917 019	2 151 540
ENGAGEMENTS RECUS	1 775 174	640 251
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	500 000	500 000
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	409 438	
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers		
Titres vendus à réméré		
Autres titres à recevoir	865 736	140 251
Titres de Moucharaka et Moudaraba à recevoir		

ETAT DES SOLDES DE GESTION

I - TABLEAU DE FORMATION DES RESULTATS

(EN milliers de DHS)	30/06/2021	30/06/2020
+ Intérêts et produits assimilés	54 003	65 080
- Intérêts et charges assimilées	60 089	74 736
MARGE D'INTERET	(6 086)	(9 656)
+ Commissions perçues	57 759	68 990
- Commissions servies	3 552	2 965
MARGE SUR COMMISSIONS	54 206	66 025
± Résultat des opérations sur titres de transaction	28 218	116 331
± Résultat des opérations sur titres de placement	4 986	2 439
± Résultat des opérations de change	8 239	11 460
± Résultat des opérations sur produits dérivés	1 596	(793)
RESULTAT DES OPERATIONS DE MARGE	43 039	129 436
+ Divers autres produits bancaires	40 000	47 800
- Diverses autres charges bancaires	1 777	1 050
PRODUIT NET BANCAIRE	129 382	232 556
± Résultat des opérations sur immobilisations financières		
+ Autres produits d'exploitation non bancaire	1 023	673
- Autres charges d'exploitation non bancaire	30	
- Charges générales d'exploitation	85 527	78 330
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	44 849	154 899
- Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	(222)	(17)
- Autres dotations nettes de reprises aux provisions	(1 379)	378
RESULTAT COURANT	46 450	154 538
RESULTAT NON COURANT	0	(877)
- Impôts sur les résultats	2 247	39 694
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	44 203	113 967

ETAT DES SOLDES DE GESTION (suite)

II - CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT

	30/06/2021	30/06/2020
(+) RESULTAT NET DE L'EXERCICE	44 203	113 967
20 (+) Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	13 828	10 623
21 (+) Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières		
22 (+) Dotations aux provisions pour risques généraux		378
23 (+) Dotations aux provisions réglementées		
24 (+) Dotations non courantes		
25 (-) Reprises de provisions	(1 379)	
26 (-) Plus-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles	(36)	(227)
27 (+) Moins-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles		
28 (-) Plus-values de cession des immobilisations financières		
29 (+) Moins-values de cession des immobilisations financières		
30 (-) Reprises de subventions d'investissement reçues		
(+) CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	56 615	124 741
31 (-) Bénéfices distribués	(87 420)	(219 960)
(+) AUTOFINANCEMENT	(30 805)	(95 219)

COMPTE DE PRODUITS ET DE CHARGES

COMPTE DE PRODUITS ET DE CHARGES	30/06/2021	30/06/2020
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	349 601	389 235
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	8 045	20 574
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	16 142	11 046
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	29 815	33 460
Produits sur titres de propriété	40 000	47 800
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location		
Commissions sur prestations de service	57 759	68 990
Autres produits bancaires	197 839	207 365
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	220 219	156 678
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	13 499	14 677
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	18 963	36 615
Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis	27 626	23 444
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location		
Autres charges bancaires	160 130	81 943
PRODUIT NET BANCAIRE	129 382	232 556
Produits d'exploitation non bancaire	1 023	673
Charges d'exploitation non bancaire	30	
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	85 527	78 330
Charges de personnel	42 751	42 069
Impôts et taxes	1 362	1 156
Charges externes	22 816	20 720
Autres charges générales d'exploitation	4 770	3 762
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	13 828	10 623
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOURVABLES		378
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance		
Pertes sur créances irrécouvrables		
Autres dotations aux provisions		378
REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES	1 601	17
Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	222	17
Récupérations sur créances amorties		
Autres reprises de provisions	1 379	
RESULTAT COURANT	46 450	154 538
Produits non courants		
Charges non courantes		877
RESULTAT AVANT IMPOTS	46 450	153 661
Impôts sur les résultats	2 247	39 694
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	44 203	113 967

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

	30/06/2021	31/12/2020
1 (+) Produits d'exploitation bancaire perçus	309 601	688 481
2 (-) Récupérations sur créances amorties		
3 (+) Produits d'exploitation non bancaire perçus	987	4 718
4 (-) Charges d'exploitation bancaire versées	(215 358)	(392 441)
5 (-) Charges d'exploitation non bancaire versées	(30)	(11 261)
6 (-) Charges générales d'exploitation versées	(71 699)	(160 707)
7 (-) Impôts sur les résultats versés	(2 247)	(44 346)
I Flux de trésorerie nets provenant du compte de produits et charges	21 256	84 444
Variation des :		
8 (+) Créances sur les établissements de crédit et assimilés	(204 514)	56 821
9 (+) Créances sur la clientèle	(422 956)	(359 361)
10 (+) Titres de transaction et de placement	(1 459 351)	(1 383 749)
11 (+) Autres actifs	(71 185)	(43 058)
12 (+) Immobilisations données en crédit-bail et en location		
13 (+) Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	534 517	1 349 857
14 (+) Dépôts de la clientèle	1 177 695	60 490
15 (+) Titres de créance émis	125 423	211 411
16 (+) Autres passifs	(65 218)	127 985
II Solde des variations des actifs et passifs d'exploitation	(385 589)	20 395
III FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION (I + II)	(364 336)	104 839
17 (+) Produit des cessions d'immobilisations financières		
18 (+) Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	36	227
19 (-) Acquisition d'immobilisations financières	(10 926)	(2 580)
20 (-) Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	(10 778)	(28 935)
21 (+) Intérêts perçus		
22 (+) Dividendes perçus	40 000	47 800
IV FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	18 332	16 512
23 (+) Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie reçus		
24 (+) Emission de dettes subordonnées	504 861	
25 (+) Emission d'actions		150 000
26 (-) Remboursement des capitaux propres et assimilés		
27 (-) Intérêts versés	(4 861)	
28 (-) Dividendes versés	(87 420)	(219 960)
V FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT	412 580	(69 960)
VI VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE (III+ IV +V)	66 576	51 391
VII TRESORERIE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	73 016	21 625
VIII TRESORERIE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	139 592	73 016

PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION APPLIQUEES

Les comptes individuels de CDG Capital sont établis et présentés conformément aux dispositions du Plan Comptable des Etablissements de Crédit (PCEC). En particulier, les principales méthodes d'évaluation en matière de titres, créances, dettes et immobilisations sont résumées ci-après.

PORTFEUILLE TITRES

Les règles de classement et d'évaluation appliquées sont les suivantes :

TITRES DE TRANSACTION	TITRES DE PLACEMENT	TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILÉS
Sont logés dans cette catégorie, les titres qui à l'origine sont acquis ou vendus avec l'intention de les revendre ou de les racheter à court terme et ceux détenus par la banque dans le cadre de son activité de mainteneur de marché.	Cette catégorie concerne les titres détenus dans une optique de placement pour une période indéterminée et que la banque peut être amenée à céder à tout moment.	Sont inscrits dans cette catégorie à leur valeur d'acquisition, les titres dont la possession durable est estimée utile à la banque. Ces titres sont ventilés selon les dispositions préconisées par le PCEC en titres de participation, participations dans les entreprises liées et autres titres immobilisés.
Les titres de transaction sont comptabilisés à la date de leur acquisition et pour leur prix d'acquisition frais exclus, en incluant le cas échéant les intérêts courus. Les titres cédés sont évalués suivant ces mêmes règles.	Les titres de placement sont enregistrés à leur prix d'acquisition, frais inclus, coupon couru inclus.	A chaque arrêté comptable, leur valeur est estimée sur la base des éléments généralement admis (valeur d'usage, quote-part dans la situation nette actif net réévalué, discounted cash flow). Seules les moins-values latentes donnent lieu, au cas par cas, à la constitution de provisions pour dépréciation.
À chaque arrêté comptable, les titres sont évalués au prix de marché du jour le plus récent. Le solde global des différences, résultant des variations de prix de marché, est porté au compte de produits et charges.	À chaque arrêté comptable, les titres sont évalués par référence au prix du marché du jour le plus récent. Les moins-values font l'objet d'une provision pour dépréciation qui peut être appréciée par ensembles homogènes de titres, sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres. Les plus-values ne peuvent être constatées en produits.	

CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET SUR LA CLIENTÈLE	DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET COMPTES CRÉDITEURS DE LA CLIENTÈLE
Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont ventilées selon leur durée initiale ou l'objet économique des concours: en créances à vue et à terme pour les établissements de crédit; crédits de trésorerie, crédits à l'équipement, autres crédits pour la clientèle.	Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont présentées selon leur durée initiale ou leur nature : dettes à vue ou à terme pour les établissements de crédit ; comptes à vue, comptes à terme et autres dépôts pour la clientèle.
Sont incluses dans ces différentes rubriques, en fonction de la nature de la contrepartie, les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs.	Sont incluses dans ces différentes rubriques, en fonction de la nature de la contrepartie, les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs. Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés au bilan parmi les dettes rattachées.
Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont inscrites au bilan à leur valeur nominale augmentée des intérêts courus non échus.	
Les créances en souffrance et les provisions y afférentes sont évaluées et comptabilisées conformément à la réglementation en vigueur.	

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations incorporelles et corporelles figurent au bilan à la valeur d'acquisition diminuée des amortissements cumulés, calculés selon la méthode linéaire sur les durées de vie estimées.

CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES

CREANCES	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc	Etablissements de crédit à l'étranger	30/06/2021	31/12/2020
COMPTES ORDINAIRES DEBITEURS	139 168	7 473	10 353	69 573	226 567	208 632
VALEURS RECUES EN PENSION			299 944		299 944	
- au jour le jour						
- à terme			299 944		299 944	
PRETS DE TRESORERIE		68 887	37 853		106 740	113 424
- au jour le jour						
- à terme		68 887	37 853		106 740	113 424
PRETS FINANCIERS		366 667			366 667	400 000
AUTRES CREANCES			118		118	
INTERETS COURUS A RECEVOIR		1 900	280		2 180	9 494
CREANCES EN SOUFFRANCE						
TOTAL	139 168	444 926	348 549	69 573	1 002 216	731 550

CREANCES SUR LA CLIENTELE

CREANCES	Secteur public	Entreprises financières	Entreprises non financières	Secteur privé Autre clientèle	Total 30/06/2021	Total 31/12/2020
CREDITS DE TRESORERIE		278 419	168 427	1 810	448 656	416 346
- Comptes à vue débiteurs		31 525	151 848	1 810	185 183	400 336
- Créances commerciales sur le Maroc						
- Crédits à l'exportation						
- Autres crédits de trésorerie		246 894	16 579		263 472	16 011
CREDITS A LA CONSOMMATION				2 438	2 438	2 577
CREDITS A L'EQUIPEMENT	400 000		311 908		711 908	325 234
CREDITS IMMOBILIERS				993	993	1 090
AUTRES CREDITS			620		620	81
CREANCES ACQUISES PAR AFFECTURAGE						
INTERETS COURUS A RECEVOIR	2 161	11	1 895		4 068	615
CREANCES EN SOUFFRANCE						
- Créances pré-douteuses						
- Créances douteuses						
- Créances compromises						
TOTAL	402 161	278 430	482 850	5 241	1 168 682	745 943

VENTILATION DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT PAR CATEGORIE D'EMETTEUR

TITRES	Etablissements de crédit et assimilés	Emetteurs publics	Emetteurs privés		Total 30/06/2021	Total 31/12/2020
			financiers	non financiers		
TITRES COTES	9		88	4 766	4 863	7
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES						
OBLIGATIONS						
AUTRES TITRES DE CREANCE						
CERTIFICATS DE SUKUK						
TITRES DE PROPRIETE	9		88	4 766	4 863	7
TITRES NON COTES	2 049 570	7 789 478	572 112	198 249	10 609 409	9 164 095
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES		6 851 652			6 851 652	5 004 920
OBLIGATIONS	78 231	873 843		198 249	1 150 323	1 487 223
AUTRES TITRES DE CREANCE	1 971 339	32 222	45 024		2 048 585	2 306 500
CERTIFICATS DE SUKUK		31 760			31 760	31 420
TITRES DE PROPRIETE			527 088		527 088	334 032
TOTAL	2 049 579	7 789 478	572 200	203 014	10 614 272	9 164 102

* nets de provisions et hors ICNE

VALEURS DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT

TITRES	Valeur comptable brute	Valeur actuelle	Valeur de remboursement	Plus-values latentes	Moins-values latentes	Provisions
TITRES DE TRANSACTION	7 761 230	7 762 194	7 762 194			
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES	6 194 965	6 195 264	6 195 264			
OBLIGATIONS	506 921	507 356	507 356			
AUTRES TITRES DE CREANCE	1 027 584	1 027 814	1 027 814			
CERTIFICATS DE SUKUK	31 760	31 760	31 760			
TITRES DE PROPRIETE						
TITRES DE PLACEMENT*	2 853 405	2 873 294	2 292 246	20 718	364	
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES	656 913	660 388	632 200	4 213	226	
OBLIGATIONS	643 467	646 576	640 013	3 344	65	
AUTRES TITRES DE CREANCE	1 021 001	1 028 305	1 020 033	7 084		
TITRES DE PROPRIETE	532 025	538 025		6 077	74	

TITRES D'INVESTISSEMENT

BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES

OBLIGATIONS

AUTRES TITRES DE CREANCE

CERTIFICATS DE SUKUK

* hors ICNE

DETAIL DES AUTRES ACTIFS

Actif	Total 30/06/2021	Total 31/12/2020
INSTRUMENTS OPTIONNELS ACHETES		
OPERATIONS DIVERSES SUR TITRES	208 711	99 288
DEBITEURS DIVERS	699 984	737 460
Sommes dues par l'Etat	193 683	182 565
Débiteurs divers	345 816	391 801
Produit à recevoir	31 296	51 135
Charges constatées d'avance	952	127
Autres comptes	128 236	111 833
TOTAL ACTIF	908 695	836 748

DETAIL DES AUTRES PASSIFS

Passif	30/06/2021	31/12/2020
INSTRUMENTS OPTIONNELS VENDUS		
OPERATIONS DIVERSES SUR TITRES	2 162 787	2 263 911
CREDITEURS DIVERS	222 393	186 487
Sommes dues à l'Etat	56 459	117 215
Créditeurs Divers	95 170	5 725
Dettes Fournisseurs	26 208	22 413
Produits constatés d'avance		
Comptes de Régularisation	44 556	41 134
TOTAL PASSIF	2 385 180	2 450 399

TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILES

Dénomination de la société émettrice	Secteur d'activité	Capital social	Participation au capital en %	Prix d'acquisition global	Valeur comptable nette
Participations dans les entreprises liées					
CDG CAPITAL GESTION	GESTION D'ACTIFS	1 000	100%	150 000	150 000
CDG CAPITAL BOURSE	INTERMEDIATION BOURSIERE	27 437	100%	44 510	44 510
CDG CAPITAL REAL ESTATE	GESTION DE FONDS IMMOBILIERS	3 000	100%	3 520	3 520
Autres titres de participation et emplois assimilés					
MAGHREB TITRISATION	TITRISATION	5 000	12,9%	1 353	1 353
SOCIETE MAROCAINE DE GESTION DU FCGD	FINANCIER	1 000	NS	59	59
CHWITER JDID	IMMOBILIER	1 098 768	6,80%	70 274	49 274
Autres emplois assimilés	FINANCIER			10 927	10 927
TOTAL PARTICIPATIONS				280 643	259 643
EMPLOIS ASSIMILES					
TOTAL GENERAL				280 643	259 643

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Immobilisations	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements et/ou provisions			Cumul	Montant net à la fin de l'exercice
					Montant des amortis et/ou prov début de l'ex	Dotations au titre de l'exercice	Montant des amortis sur immo sorties		
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	128 601	10 501		139 102	71 618	10 000		81 619	57 484
- Droit au bail									
- Immobilisations en recherche et développement									
- Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	127 739	10501		138 240	71 618	10 000		81 619	56 621
- Autres immobilisations incorporelles d'exploitation en cours	862			862					862
- Immobilisations incorporelles hors exploitation									
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	69 124	277	478	68 923	50 584	3 827	154	54 257	14 666
- IMMEUBLES D'EXPLOITATION	21 247			21 247	15 847	925		16 771	4 476
Terrain d'exploitation									
Agen Amen Inst Immeubles d'exploitation, Bureaux	21 247			21 247	15 847	925		16 771	4 476
Immeubles d'exploitation, Logements de fonction									
- MOBILIER ET MATERIEL D'EXPLOITATION	47 876	277	478	47 676	34 737	2 902	154	37 485	10 190
Mobilier de bureau d'exploitation	6 415			6 415	3 786	263		4 049	2 365
Matériel de bureau d'exploitation	1 145	22		1 167	912	43		955	212
Matériel informatique	37 426	255	15	37 666	28 669	2 341	15	30 995	6 671
Matériel roulant rattaché à l'exploitation	2 891		462	2 429	1 371	254	139	1 486	943
Autres matériels d'exploitation									
- AUTRES IMMOB CORPORELLES D'EXPLOITATION EN COURS									
- IMMOBILISATIONS CORPORELLES HORS EXPLOITAT									
Terrains hors exploitation									
Immeubles hors exploitation									
Mobilier et matériel hors exploitation									
Autres immobilisations corporelles hors exploitation									
Total	197 725	10 778	478	208 026	122 202	13 828	154	135 875	72 150

PLUS OU MOINS VALUES SUR CESSIONS OU RETRAITS D'IMMOBILISATIONS

Date de cession ou de retrait	Nature	Montant brut	Amortissements cumulés	Valeur comptable nette	Produit de cession	Plus-values de cession	Moins-values de cession
30/06/2021	Matériel informatique	15	15				
31/05/2021	Matériel de transport	462	139	324	360	36	
TOTAL		478	154	324	360	36	

DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES

DETTES	Etablissements de crédit et assimilés au Maroc			Etablissements de crédit à l'étranger	Total 30/06/2021	Total 31/12/2020
	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc			
COMPTES ORDINAIRES CREDITEURS		1 604		159 310	160 914	127 684
VALEURS DONNEES EN PENSION	2 836 654				2 836 654	1 722 793
- au jour le jour						1 722 793
- à terme	2 836 654				2 836 654	
EMPRUNTS DE TRESORERIE		196 176	2 000 000		2 196 176	2 809 191
- au jour le jour			2 000 000		2 000 000	2 640 000
- à terme		196 176			196 176	169 191
EMPRUNTS FINANCIERS						
AUTRES DETTES			11		11	
INTERETS COURUS A PAYER	818	4	87		909	479
TOTAL	2 837 473	197 784	2 000 098	159 310	5 194 665	4 660 148

DEPOTS DE LA CLIENTELE

DEPOTS	Secteur public	Secteur privé			Total 30/06/2021	Total 31/12/2020
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
COMPTES A VUE CREDITEURS	653	369 208	1 078 054	66 089	1 514 004	741 004
COMPTES D'EPARGNE						
DEPOTS A TERME		1 114 095			1 114 095	562 406
AUTRES COMPTES CREDITEURS	96 309	531	12 022	261	109 123	254 472
INTERETS COURUS A PAYER		6 977			6 977	8 622
TOTAL	96 962	1 490 811	1 090 076	66 350	2 744 199	1 566 504

TITRE DE CREANCE EMIS

NATURE TITRES (1)	Date de jouissance	Date d'échéance	CARACTERISTIQUES			MONTANT	Dont		Montant non amorti des primes d'émission ou de remboursement (en DH)
			Valeur nominale unitaire	Taux nominal	Mode de remboursement (2)		Entreprises liées	Autres apparentés	
CERTIFICATS DE DEPOTS	02/08/2018	02/08/2023	100	3,29%	INFINE	200 000			
CERTIFICATS DE DEPOTS	24/06/2021	23/12/2021	100	1,64%	INFINE	140 000			
CERTIFICATS DE DEPOTS	24/06/2021	23/06/2022	100	1,78%	INFINE	210 000			
CERTIFICATS DE DEPOTS	22/01/2021	18/01/2022	100	1,81%	INFINE	510 000			
CERTIFICATS DE DEPOTS	22/01/2021	18/10/2021	100	1,74%	INFINE	80 000			
CERTIFICATS DE DEPOTS	08/06/2021	07/09/2021	100	1,57%	INFINE	344 000			
CERTIFICATS DE DEPOTS	08/06/2021	07/12/2021	100	1,64%	INFINE	165 000			
CERTIFICATS DE DEPOTS	08/06/2021	07/06/2022	100	1,78%	INFINE	391 000			
TOTAL						2 040 000			

DETTES SUBORDONNEES

NATURE TITRES	Date de jouissance	Date d'échéance	CARACTERISTIQUES			MONTANT	Dont	
			Valeur nominale unitaire	Taux nominal	Mode de remboursement (2)		Entreprises liées	Autres apparentés
EMPRUNT OBLIGATAIRE SUBORDONNE	09/03/2021	09/03/2031	100	3,14%	INFINE	500 000		
TOTAL						500 000		

PROVISIONS

PROVISIONS	31/12/2020	Dotations	Reprises	Autres variations	30/06/2021
PROVISIONS DEDUITES DE L'ACTIF SUR :	85 864	3 789	3 651		86 001
Créances sur les établissements de crédit et assimilés					
Créances sur la clientèle	6 803		222		6 580
Titres de placement	50 004	3 789	3 429		50 364
Titres de participation et emplois assimilés	21 000				21 000
Immobilisations en crédit-bail et en location					
Autres actifs	8 057				8 057
PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF :	46 152		1 379		44 773
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature					
Provisions pour risques de change					
Provisions pour risques généraux	37 733		1 039		36 694
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires					
Provisions pour autres risques et charges	8 419		340		8 079
Provisions réglementées					
TOTAL	132 016	3 789	5 030		130 775

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE

ENGAGEMENTS	30/06/2021	31/12/2020
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE DONNES	107 398	65 974
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit et assimilés		
Crédits documentaires import		
Acceptations ou engagements de payer		
Engagements irrévocables de crédit-bail		
Autres engagements de financement donnés		
Engagements de financement en faveur de la clientèle	101 468	62 932
Crédits documentaires import		
Acceptations ou engagements de payer		
Ouvertures de crédit confirmés	101 468	62 932
Engagements de substitution sur émission de titres		
Engagements irrévocables de crédit-bail		
Autres engagements de financement donnés		
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés		
Crédits documentaires export confirmés		
Acceptations ou engagements de payer		
Garanties de crédits donnés		
Autres cautions, avais et garanties donnés		
Engagements en souffrance		
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	5 930	3 043
Garanties de crédits donnés		
Cautions et garanties en faveur de l'administration publique		
Autres cautions et garanties données	5 930	3 043
Engagements en souffrance		
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE RECUS	909 438	500 000
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	500 000	500 000
Ouvertures de crédit confirmés		
Engagements de substitution sur émission de titres		
Autres engagements de financement reçus	500 000	500 000
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	409 438	
Garanties de crédits	409 438	
Autres garanties reçues		
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers		
Garanties de crédits		
Autres garanties reçues		

REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL (EN DIRHAM)

Nom des principaux actionnaires ou associés	Adresse	Nombre de titres détenus Exercice précédent	Part du capital Exercice actuel	Part du capital détenue %	Pourcentage des droits de vote détenus
CAISSE DE DEPOT ET DE GESTION	BP 408 PLACE MY HASSAN RABAT	9 299 994	9 299 994	100%	100%
MR ABDELLATIF ZAGHNOUN	BP 408 PLACE MY HASSAN RABAT	1	1	0%	0%
MR MOHAMED AMINE FILALI	BP 408 PLACE MY HASSAN RABAT	1	1	0%	0%
MR HAMID TAWFIKI	PLACE MOULAY EL HASSAN TOUR EL MAMOUNIA RABAT	1	1	0%	0%
MR NOUAMAN AL AISSAMI	DIRECTION DU TRESOR ET DES FINANCES EXTERIEURS RABAT	1	1	0%	0%
MR KHALID EL HATTAB	BP 408 PLACE MY HASSAN RABAT	1	1	0%	0%
MME LATIFA ECHIHABI	BP 408 PLACE MY HASSAN RABAT	1	1	0%	0%
Total		9 300 000	9 300 000	100%	100%

CAPITAUX PROPRES

CAPITAUX PROPRES	31/12/2020	Affectation du résultat	Autres variations	30/06/2021
Réserves et primes liées au capital	160 231			164 822
Réserve légale	58 231		4 590	62 822
Autres réserves	102 000			102 000
Capital	930 000			930 000
Capital appelé	930 000			930 000
Report à nouveau (+/-)	397	-396	187	187
Résultat net de l'exercice (+/-)	91 801	-91 801		44 203
TOTAL	1 182 429	-92 197	4 777	1 139 212

ENGAGEMENTS SUR TITRES

	30/06/2021	31/12/2020
Engagements donnés	2 917 019	2 151 540
Titres achetés à réméré		
Autres titres à livrer	2 917 019	2 151 540
Engagements reçus	865 736	140 251
Titres vendus à réméré		
Autres titres à recevoir	865 736	140 251

OPERATIONS DE CHANGE A TERME ET ENGAGEMENTS SUR PRODUITS DERIVES

	Opérations de couverture		Autres opérations	
	30/06/2021	31/12/2020	30/06/2021	31/12/2020
Opérations de change à terme			3 098 872	3 347 930
Devises à recevoir			1 024 216	1 136 187
Dirhams à livrer			178 592	181 983
Devises à livrer			1 322 772	1 452 541
Dirhams à recevoir			573 292	577 219
Engagements sur produits dérivés			390 300	352 274
Engagements sur marchés réglementés de taux d'intérêt				
Engagements sur marchés de gré à gré de taux d'intérêt			390 300	352 274
Engagements sur marchés réglementés de cours de change				
Engagements sur marchés de gré à gré de cours de change				
Engagements sur marchés réglementés d'autres instruments				
Engagements sur marchés de gré à gré d'autres instruments				

VALEURS ET SURETES RECUES ET DONNEES EN GARANTIE

Valeurs et sûretés reçues en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques de l'actif ou du hors bilan enregistrant les créances ou les engagements par signature donnés	Montants des créances et des engagements par signature donnés couverts
Bons du Trésor et valeurs assimilées	404 586		
Autres titres	566 811		
Hypothèques	233 270		
Autres valeurs et sûretés réelles	3 236 885		
Total	4 441 552		

Valeurs et sûretés données en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques du Passif ou du hors bilan enregistrant les dettes ou les engagements par signature reçus	Montants des dettes ou des engagements par signature reçus couverts
Bons du Trésor et valeurs assimilées	3 695 783		
Autres titres	594 442		
Hypothèques			
Autres valeurs et sûretés réelles			
Total	4 290 225		

VENTILATION DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES SUIVANT LA DUREE RESIDUELLE

	D < 1 mois	1 mois < D < 3 mois	3 mois < D < 1 an	1 an < D < 5 ans	D > 5 ans	TOTAL
ACTIF						
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	156 404	299 944		37 853	366 667	860 867
Créances sur la clientèle	432 741		50	36 698	695 127	1 164 614
Titres de créance	65 127	69 892	1 691 436	5 937 319	2 318 546	10 082 321
Créances subordonnées						
Dépôts d'investissement et Wakala Bil Isithmar placés						
Crédit-bail et assimilé						
Ijara						
TOTAL	654 272	369 836	1 691 486	6 011 869	3 380 339	12 107 802
PASSIF						
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	5 193 756					5 193 756
Dettes envers la clientèle	2 302 257		434 965			2 737 222
Titres de créance émis		344 000	1 496 000	200 000		2 040 000
Emprunts subordonnés					500 000	500 000
Dépôts d'investissement et Wakala Bil Isithmar reçus						
TOTAL	7 496 013	344 000	1 930 965	200 000	500 000	10 470 978

CONCENTRATION DES RISQUES SUR UN MEME BENEFICIAIRE

NOMBRE DE BENEFICIAIRES	TOTAL ENGAGEMENT
24	5 218 478

*Expositions dépassant individuellement 10% des fonds propres prudentiels

VENTILATION DU TOTAL DE L'ACTIF, DU PASSIF ET DU HORS BILAN EN MONNAIE ETRANGERE

BILAN	30/06/2021
ACTIF	557 363
Valeur en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	138 460
Créances sur la clientèle	
Titres de transaction et de placement et invest	418 903
Autres actifs	
Titres de participation et emplois assimilés	
Créances subordonnées	
Immobilisations données en crédit-bail et location	
Immobilisations incorporelles et corporelles	
PASSIF	196 176
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	196 176
Dépôts de la clientèle	
Titres de créance émis	
Autres passifs	
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	
Dettes subordonnées	
HORS BILAN	30/06/2021
Engagements donnés	1 340 750
Engagements reçus	1 042 156

MARGE D'INTERET

	30/06/2021	30/06/2020
INTERETS PERCUS	54 003	65 080
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les EC	8 045	20 574
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	16 142	11 046
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	29 815	33 460
INTERETS SERVIS	40 089	74 736
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec les EC	13 499	14 677
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec la clientèle	18 963	36 615
Intérêts et charges assimilés sur titres de créance émis	27 626	23 444

PRODUITS SUR TITRES DE PROPRIETE

CATEGORIE DES TITRES	30/06/2021	30/06/2020
Titres de placement		
Titres de participation		
Participations dans les entreprises liées	40 000	47 800
Titres de l'activité de portefeuille		
Emplois assimilés		
TOTAL	40 000	47 800

COMMISSIONS

	30/06/2021	30/06/2020
COMMISSIONS PERCUES	57 759	68 990
Commissions sur Fonctionnement de compte	271	182
Commissions sur Actifs en gestion ou en dépôt	44 930	52 953
Produits sur Activités de conseil et d'assistance	2 405	8 959
Autres commissions sur prestations de services	10 153	6 896
COMMISSIONS SERVIS	3 552	2 965
Charges sur moyens de paiement	405	290
Commissions sur achats et ventes	150	36
Commissions sur droits de garde	2 713	2 337
Autres charges sur prestations	284	302

RESULTAT DES OPERATIONS DE MARCHE

PRODUITS ET CHARGES	30/06/2021	30/06/2020
PRODUITS	197 839	159 413
Gains sur les titres de transaction	159 369	139 759
Plus value de cession sur titres de placement	5 754	2 880
Reprise de provision sur dépréciation des titres de placement	3 429	3 190
Gains sur les produits dérivés	1 900	437
Gains sur les opérations de change	27 388	13 148
CHARGES	154 801	29 977
Pertes sur les titres de transaction	131 151	23 428
Moins value de cession sur titres de placement	408	411
Dotation aux provisions sur dépréciation des titres de placement	3 789	3 220
Pertes sur les produits dérivés	303	1 230
Pertes sur opérations de change	19 149	1 688
RESULTAT	43 039	129 436

CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION

CHARGES	30/06/2021	31/12/2020
Charges de personnel	42 751	101 280
Rémunérations du personnel	34 522	67 638
Charges sociales	5 690	10 445
Autres charges	2 539	23 197
Impôts et taxes	1 362	2 439
Charges externes	22 816	47 002
Autres charges générales d'exploitation	4 770	9 986
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations corporelles et incorporelles	13 828	19 591
TOTAL	85 527	180 298

AUTRES PRODUITS ET CHARGES

	30/06/2021	30/06/2020
AUTRES PRODUITS ET CHARGES BANCAIRES	37 710	125 422
Autres produits bancaires	197 839	207 365
Autres charges bancaires	160 130	81 943
PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION NON BANCAIRES	994	673
Produits d'exploitation non bancaires	1 023	673
Charges d'exploitation non bancaires	30	
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOURVABLES		378
REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES	1 601	17
PRODUITS ET CHARGES NON COURANTS		877
Produits non courants		
Charges non courants		877

VENTILATION DES RESULTATS PAR METIER OU PAR POLE D'ACTIVITE ET PAR ZONE GEOGRAPHIQUE DU 01 JANVIER 2021 AU 30 JUIN 2021

1- VENTILATION PAR POLE D'ACTIVITE

POLE D'ACTIVITE	PRODUIT NET BANCAIRE	RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	RESULTAT AVANT IMPOT
- Activité banque d'affaires	129 382	44 849	46 450
- Autres activités			
TOTAL	129 382	44 849	46 450

2- VENTILATION PAR ZONE GEOGRAPHIQUE

POLE D'ACTIVITE	PRODUIT NET BANCAIRE	RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	RESULTAT AVANT IMPOT
- Maroc	129 382	44 849	46 450
- Autres zones			
TOTAL	129 382	44 849	46 450

PASSAGE DU RESULTAT NET COMPTABLE AU RESULTAT NET FISCAL

INTITULES	MONTANTS(+)	MONTANTS(-)
I - RESULTAT NET COMPTABLE	44 203	-
Bénéfice net	44 203	
Perte nette	-	
II - REINTEGRATIONS FISCALES	2 910	
1- Courantes	662	
- Charges sur exercices antérieurs	87	
- Pénalités		
- Charges à réintégrer dot aux provisions		
- Charges non déductible	503	
- Excédent d'amortissements voitures	73	
2- Non courantes	2 247	
- Impôts sur les sociétés	2 247	
- Contribution à la solidarité		
III - DEDUCTIONS FISCALES		41 039
1- Courantes	41 039	
- Produits des titres de participations et placement	40 000	
- Reprise de provisions	1 039	
2- Non courantes		
TOTAL	47 113	41 039
IV - RESULTAT BRUT FISCAL		
Bénéfice brut si T1 > T2 (A)	6 074	
Déficit brut fiscal si T2 > T1 (B)		
V - REPORTS DEFICITAIRES IMPUTES (C) (1)		
Exercice n-4		
Exercice n-3		
Exercice n-2		
Exercice n-1		
VI - RESULTAT NET FISCAL		
Bénéfice net fiscal (A - C)		-
OU		
Déficit net fiscal (B)		
VII - CUMUL DES AMORTISSEMENTS FISCALEMENT DIFFERES		
VIII - CUMUL DES DEFICITS FISCAUX RESTANT A REPORTER		
Exercice n-4		
Exercice n-3		
Exercice n-2		
Exercice n-1		

(1) Dans la limite du montant du bénéfice brut fiscal (A)
Exercice n-1

DETERMINATION DU RESULTAT COURANT APRES IMPOTS

I DETERMINATION DU RESULTAT	30/06/2021
Résultat courant d'après le compte de produits et charges (+ ou -)	46 450
Réintégrations fiscales sur opérations courantes (+)	662
Déductions fiscales sur opérations courantes (-)	41 039
Résultat courant théoriquement imposable (=)	6 073
Impôt théorique sur résultat courant (-)	2 247
Résultat courant après impôts (=)	44 203

II INDICATIONS DU REGIME FISCAL ET DES AVANTAGES OCTROYES PAR LES CODES DES INVESTISSEMENTS OU PAR DES DISPOSITIONS LEGALES SPECIFIQUES

NEANT

PASSIFS EVENTUELS

"Conformément à la législation fiscale en vigueur, les exercices 2017 à 2020 ne sont pas prescrits. Les déclarations fiscales du Groupe CDG Capital au titre de l'impôt sur les sociétés (IS), de la TVA et de l'impôt sur les revenus salariaux (IR), relatives aux dits exercices peuvent faire l'objet de contrôle par l'administration et de rappels éventuels d'impôts et taxes.

Au titre de la période non prescrite, les impôts émis par voie de rôles peuvent également faire l'objet de révision."

AFFECTATION DES RESULTATS INTERVENUE AU COURS DE L'EXERCICE

	Montants		Montants
A- Origine des résultats affectés		B- Affectation des résultats	
Décision de l'AGO du 31/03/2021		RESERVES LEGALES	4 590
Report à nouveau	396	RESERVES FACULTATIVES	
Résultats nets en instance d'affectation		Dividendes	87 420
Résultat net de l'exercice	91 801	RAN	187
Prélèvements sur les bénéfices			
Autres prélèvements			
Réserves facultatives			
TOTALA	92 197	TOTALB	92 197

EFFECTIFS

EFFECTIFS	30/06/2021	31/12/2020
Effectifs rémunérés	161	158
Effectifs utilisés	161	158
Effectifs équivalent plein temps	161	158
Effectifs administratifs et techniques (équivalent plein temps)		
Effectifs affectés à des tâches bancaires (équivalent plein temps)	161	158
Cadres (équivalent plein temps)	156	153
Employés (équivalent plein temps)	5	5
dont effectifs employés à l'étranger		

DATATION ET EVENEMENTS POSTERIEURS

I. DATATION

. Date de clôture (1)	30-juin-2021
. Date d'établissement des états de synthèse (2)	22-septembre-2021

(1) Justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice

(2) Justification en cas de dépassement du délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèse.

II. EVENEMENTS NES POSTERIEUREMENT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE NON RATTACHABLES A CET EXERCICE ET CONNUS AVANT LA 1ERE COMMUNICATION EXTERNE DES ETATS DE SYNTHESE

Dates	Indications des événements
	Favorables
	Défavorables

NEANT

TITRES ET AUTRES ACTIFS GERES OU EN DEPOTS

TITRES	Nombre de comptes	Montants en milliers de DH
	30/06/2021	30/06/2021
Titres dont l'établissement est dépositaire	548	113 298 095
Titres gérés en vertu d'un mandat de gestion	3	2 456 819
Titres d'OPCVM dont l'établissement est dépositaire	62	59 457 401
Titres d'OPCVM gérés en vertu d'un mandat de gestion		
Autres actifs dont l'établissement est dépositaire	483	51 383 876
Autres actifs gérés en vertu d'un mandat de gestion		

RESEAU

RESEAU	30/06/2021	31/12/2020
Guichets permanents	1	1
Guichets périodiques		
Distributeurs automatiques de banque et guichets automatiques de banque		
Succursales et agences à l'étranger		
Bureaux de représentation à l'étranger		

COMPTES DE LA CLIENTELE

COMPTES DE LA CLIENTELE	30/06/2021	31/12/2020
		(en nombre)
Comptes courants	418	414
Comptes chèques des marocains résidant à l'étranger		
Autres comptes chèques	1 982	1 980
Comptes d'affacturage		
Comptes d'épargne		
Comptes à terme	15	11
Bons de Caisse		
Autres comptes de dépôts	8	13
TOTAL	2 423	2 418

LISTE DES ETATS "NEANT" :

- A2 ETAT DES DEROGATIONS
- A3 ETAT DES CHANGEMENTS DE METHODES
- B7 CREANCES SUBORDONNEES
- B8 IMMOBILISATIONS DONNEES EN CREDIT-BAIL, EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT ET EN LOCATION SIMPLE
- B15 SUBVENTIONS, FONDS PUBLICS AFFECTES ET FONDS SPECIAUX DE GARANTIE

Deloitte

Bd Sidi Mohammed Benabdellah
Bâtiment C - Tour Ivoire 3 - 3ème étage
La Marina - Casablanca

mazars

101, Boulevard Abdelmoumen
Casablanca

CDG CAPITAL S.A
ATTESTATION D'EXAMEN LIMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LA SITUATION INTERMEDIAIRE DES COMPTES SOCIAUX AU 30 JUIN 2021

En application des dispositions du Dahir portant loi n° 1-93-212 du 21 septembre 1993, tel que modifié et complété, nous avons procédé à un examen limité de la situation intermédiaire de CDG CAPITAL S.A comprenant le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau de flux de trésorerie et une sélection d'états de l'état des informations complémentaires (ETIC) ci-joints relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2021. Cette situation intermédiaire qui fait ressortir un montant de capitaux propres et assimilés totalisant KMAD 1 644 072, dont un bénéfice net de KMAD 44 203, relève de la responsabilité des organes de gestion de l'émetteur. Cette situation a été arrêtée par le Conseil d'administration, le 22 septembre 2021 dans un contexte évolutif de crise sanitaire de l'épidémie de Covid19, sur la base des éléments disponibles à cette date.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes de la Profession au Maroc relatives aux missions d'examen limité. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation intermédiaire ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que la situation intermédiaire, ci-jointe, ne donne pas une image fidèle du résultat des opérations du semestre écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de CDG CAPITAL S.A arrêtés au 30 juin 2021, conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Casablanca, le 28 septembre 2021

Les Commissaires aux Comptes

Deloitte Audit
Sakina Benabdellah-Korachi
Associée

Mazars Audit et Conseil
MAZARS AUDIT ET CONSEIL
101, Boulevard Abdelmoumen
20360 Casablanca
Tel: 05 22 42 34 25
Fax: 05 22 42 34 00
Taïa Fardous
Associée

Lien vers publications financières :

<https://www.cdgcapital.ma/fr/communication-financiere>